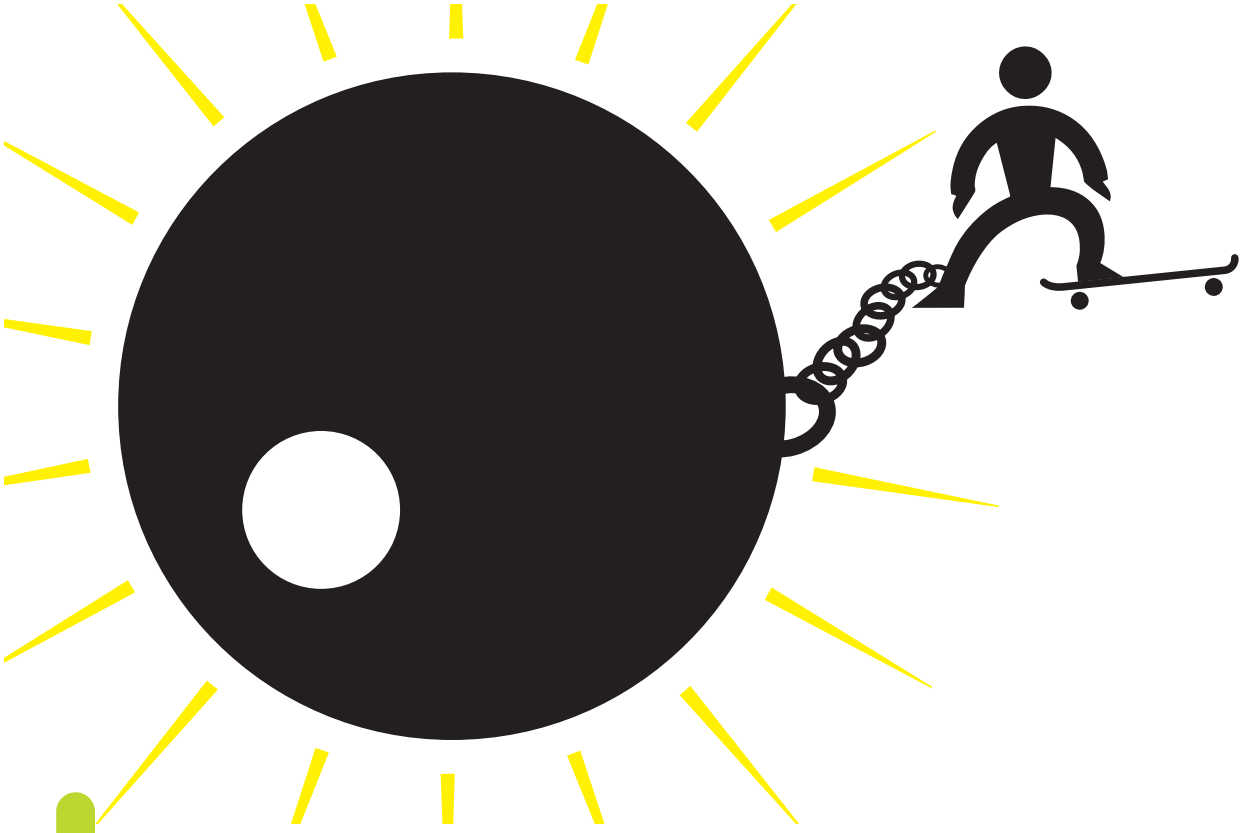
SONDAGE EXCLUSIF AFEV

« LES FRANÇAIS ET LES JEUNES »

SONDAGE RÉALISÉ PAR L'INSTITUT AUDIREP AUPRÈS D'UN PANEL REPRÉSENTATIF DE LA POPULATION FRANÇAISE

"CET INDIVIDU EST UN BOULET POUR LA SOCIÉTÉ"



Genaro Studio

Un Français sur deux déclare avoir une image négative des jeunes,
en raison de leurs actions et comportements.

OBSERVATOIRE DE LA JEUNESSE SOLIDAIRE

ÉDITION 2010

" LES FRANÇAIS ET LES JEUNES"

→ UNE ENQUÊTE EXCLUSIVE AFEV AVEC AUDIREP
→ LES RÉACTIONS D'UNE VINGTAINE DE PERSONNALITÉS

→ www.jeunessesolidaire.org

Observatoire de la jeunesse solidaire – Edition 2010

Notre démarche

Une société fâchée avec sa jeunesse ?
C'est du moins l'analyse qu'on pouvait tirer de la première enquête d'opinion réalisée en 2009 par l'Afev et Audirep sur le regard des Français sur les jeunes : avec 51% des sondés ayant une image négative de la jeunesse, notre société semblait assumer une défiance forte à l'égard des nouvelles générations, jugées par ailleurs « individualistes » et bien peu « tolérantes ».
En reconduisant leur enquête cette année, l'Afev et Audirep ont voulu creuser cette question du rapport de notre société à sa jeunesse. Les thèmes abordés sont les suivants : le regard des Français est-il toujours aussi négatif ? Comment jugent-ils l'adaptation des jeunes aux transformations sociales et culturelles qui font bouger notre société? Les aides publiques en direction des jeunes doivent-elles leur être directement attribuées quand ils deviennent majeurs? Ou encore, à quoi ces jeunes peuvent-ils être le plus utile à notre société dans le cadre du service civique ?

L'Observatoire de la jeunesse solidaire
En 2009, l'Observatoire de la jeunesse solidaire avait concentré sa première édition sur les nouvelles tendances de l'engagement solidaire, mettant en évidence l'envie toujours présente chez les jeunes de s'impliquer pour le bien collectif, mais aussi l'évolution de leurs pratiques d'engagement : des objectifs souvent très concrets et limités, l'appui sur un groupe de pairs, plus de « zapping associatif », un certain éloignement des dispositifs publics pourtant créés pour favoriser l'engagement des jeunes.
La démarche de l'Observatoire s'est appuyée dès cette première édition sur les conseils et l'analyse de chercheurs travaillant dans des organisations de référence sur les questions de jeunesse et d'engagement, dont l'Observatoire de la décision publique, l'Observatoire des inégalités, l'Observatoire de la Fondation de France, et l'Injep (Institut national de la Jeunesse et de l'éducation populaire).
Cet effort est accru cette année avec la participation aux travaux de l'Injep et de l'Anacej (voir dernière page) et le parrainage de Cécile van de Velde, spécialiste en sociologie comparée de la jeunesse, des âges et des générations en Europe.

Nos propositions pour une autre politique jeunesse

Un travail spécifique lors des élections régionales
Le scrutin des 14 et 21 mars a été l'occasion pour l'Afev de solliciter les listes républicaines en course dans la quasi totalité des régions métropolitaines, pour avancer sur des propositions concrètes lors de la prochaine mandature.
Pour l'Afev, il est important de recréer de nouvelles solidarités entre la société et la jeunesse, au vu du fossé grandissant mis en lumière par l'enquête « Les Français et les jeunes ». L'originalité de la démarche de l'Afev est qu'elle cherche à la fois à répondre aux besoins des nouvelles générations, mais aussi à s'appuyer sur le potentiel d'engagement de la jeunesse.

Quatre axes de travail concrets
Les propositions formulées lors des élections régionales étaient les suivantes :
→ **Massification du tutorat étudiant**, sur le modèle des accompagnements individualisés déjà pratiqués par les 7500 bénévoles de l'Afev
→ **Création de logements étudiants solidaires** où un groupe de bénévoles s'engage pendant un an dans une colocation et autour d'un projet commun
→ **Accompagnement spécifique des jeunes de lycée professionnel**, les plus concernés par le risque de décrochage (voir ci-contre)
→ Travail commun autour de la **responsabilité sociale des universités** notamment pour faciliter du plus grand nombre à la connaissance

Découvrez toutes nos propositions pour une autre politique jeunesse sur : **www.jeunessesolidaire.org**

L'un des visuels réalisés par l'Afev à l'occasion des élections régionales

Jeunes : le Sondage exclusif Afev - Audirep

Méthodologie

Etude réalisée du 6 au 14 février 2010, par Internet, sur système CAWI (Computer Aided Web Interviews) auprès d'un échantillon national de 1.000 individus représentatifs de la population française d'internautes âgée de 15 ans et plus.

PROFIL DE L'ECHANTILLON

- Sexe :
Hommes : 54% Femmes: 46%

- Age :
15-24 ans : 16%
25-54 ans : 55%
+ de 55 ans : 29%

- Catégorie socio-professionnelle :
CSP + : 13%
CSP- : 43%
Inactifs : 44%

- Régions UDA :
Ile de France : 24%
Nord Ouest : 19%
Nord Est :23%
Sud Est : 24%
Sud Ouest : 10%

- Type de logement principal :
Maison individuelle : 55%
Appartement : 44%
Autre : 1%

- Zone d'habitat :
Centre ville : 38%
Zone périurbaine : 33%
Milieu rural : 29%

Nombre moyen de personnes au foyer
2,7 personnes

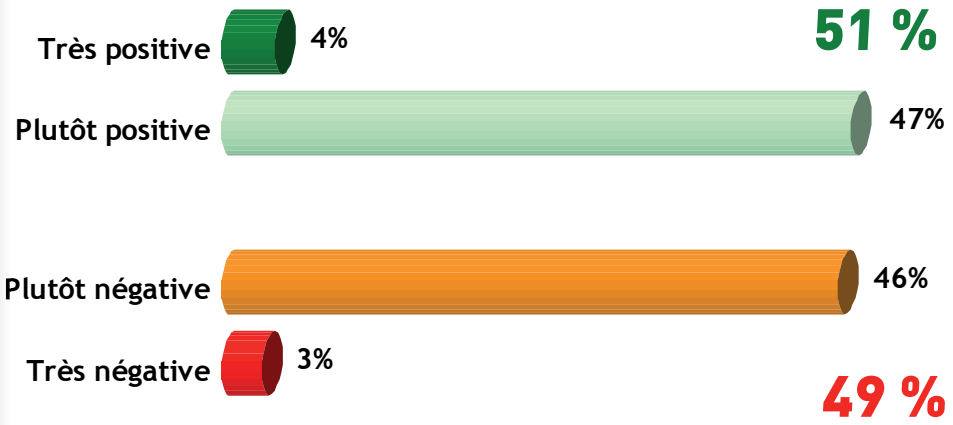
Nombre moyen d'enfant de moins de 15 ans au foyer
0,7 enfants

En 2009, la première édition de l'Observatoire de la jeunesse solidaire avait mis en avant le décalage entre une jeunesse majoritairement perçue comme « individualiste » (à 70 %) et « pas tolérante » (59 %), et les nouvelles réalités de l'engagement solidaire (périodes de bénévolat plus courtes, dans des structures différentes ; inadaptation de certains dispositifs publics censés favoriser l'engagement etc.).
Le chiffre phare de cette première enquête restait toutefois la défiance qu'une majorité de Français reconnaissait sur la jeunesse : 51 % avouait en effet avoir une « image négative » des jeunes.

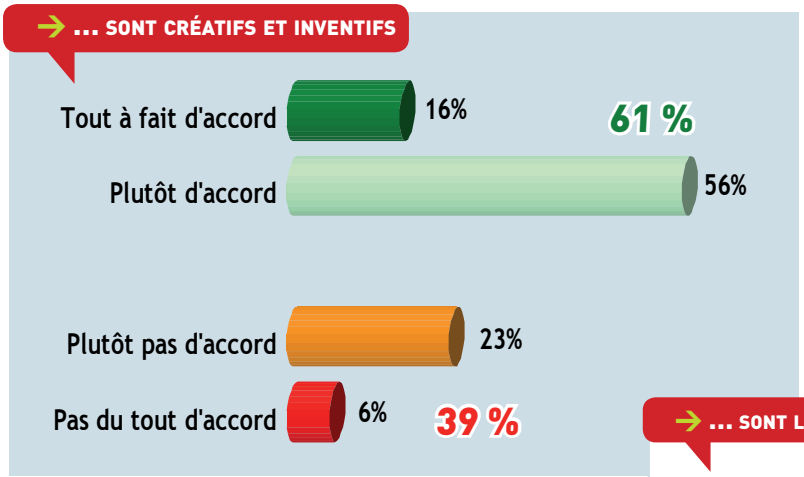
Nous avons voulu cette année approfondir cette question du regard en interrogeant les Français sur différents aspects de leur perception des jeunes : sens de la responsabilité, lucidité, ressenti des sondés quand ils sont en contact direct avec les jeunes.
Une seconde partie se porte sur l'investissement des jeunes dans la société, notamment via le service civique récemment créé par les parlementaires. Nous y avons inclus des questions sur l'enjeu de l'autonomie, de plus en plus difficile pour des jeunes toujours dépendants de leurs parents et touchés de plein fouet par la crise économique. L'Etat doit-il plus les soutenir, par exemple en leur versant directement des aides aujourd'hui destinées aux familles? Les résultats du sondage peuvent, à ce titre, ouvrir un débat novateur.

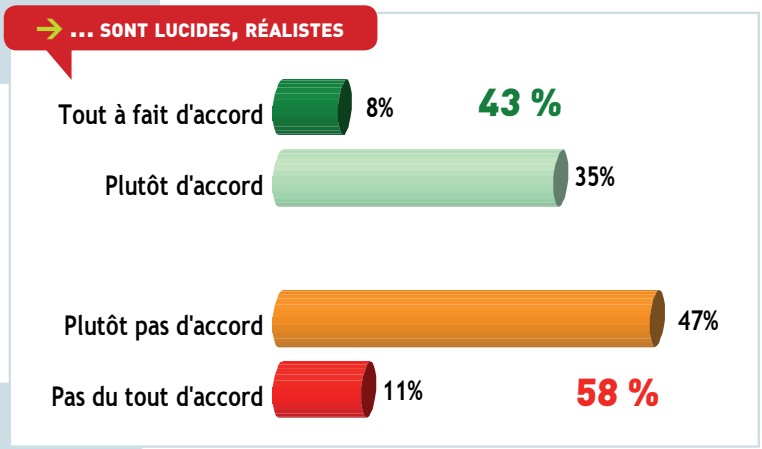
Perception globale des jeunes

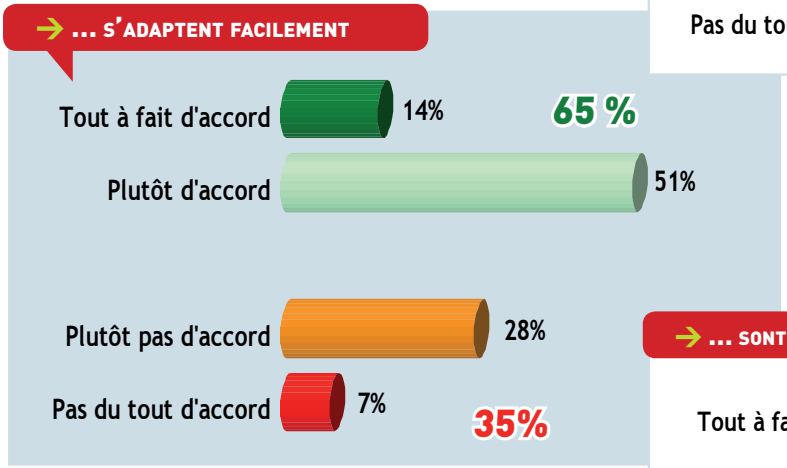
Aujourd'hui, diriez-vous des jeunes, au travers de leurs comportements, de leurs actions dans la société, que vous en avez une image...

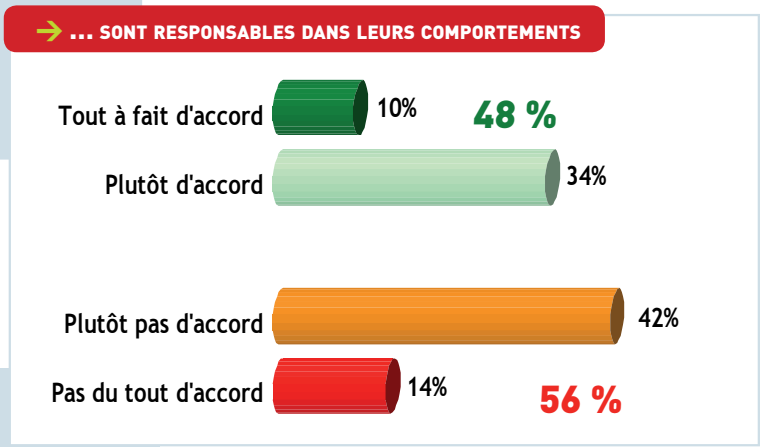


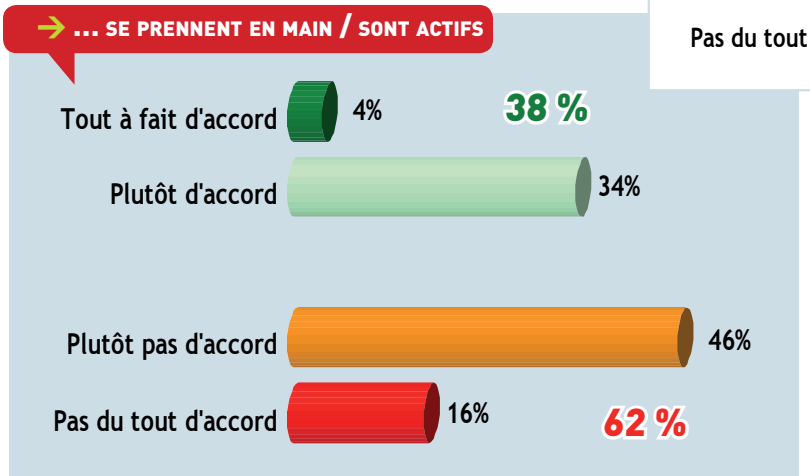
Dans une société qui évolue et connaît des changements sociaux et culturels, dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les affirmations suivantes...? Les jeunes sont...







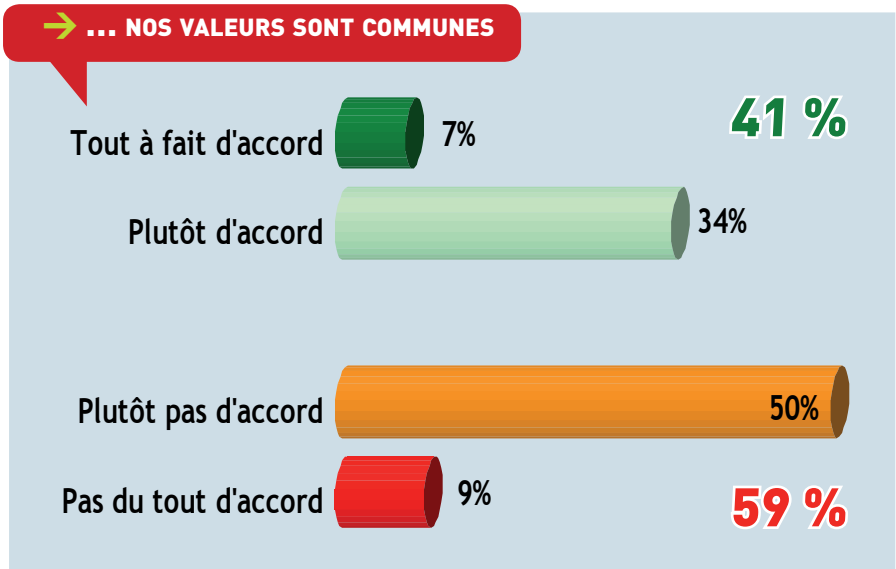


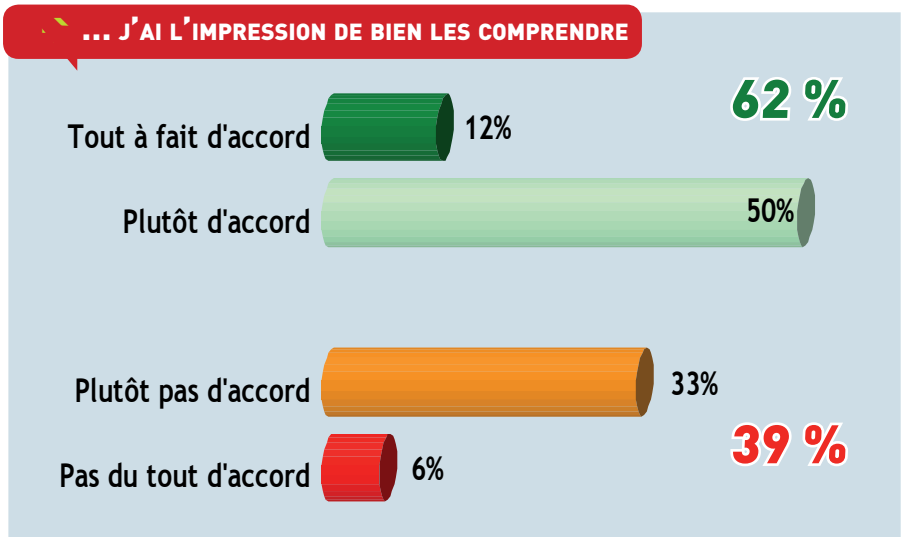


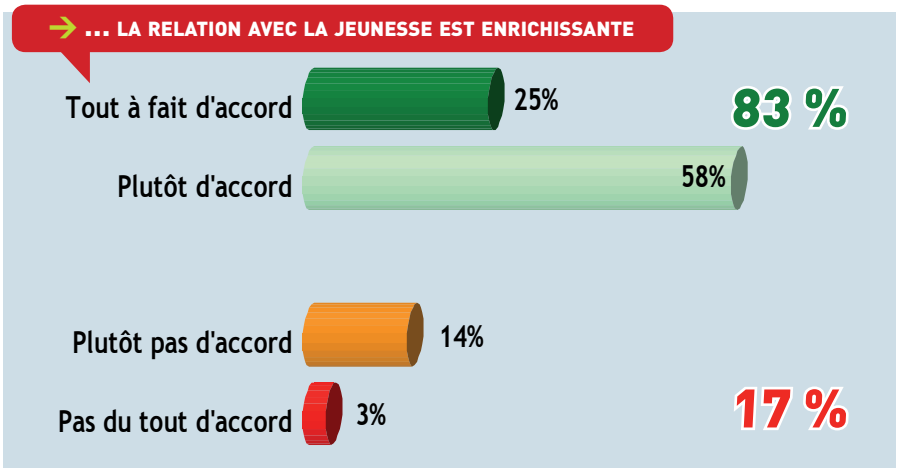
Pour aller plus loin

L'optimisme est encore plus présent chez les plus de 55 ans qui sont davantage convaincus du potentiel de la jeunesse française : ils sont ainsi plus nombreux à considérer que les jeunes sont responsables (54% vs 44%) et lucides (51% vs 43%).

Lorsqu'il vous arrive d'être en présence de jeunes de 15-25 ans dans votre vie quotidienne, qu'est-ce qui décrit le mieux votre état d'esprit...







Interactions avec les jeunes

Les échanges et les interactions avec les jeunes sont présents et perçus favorablement au sein de la population française.

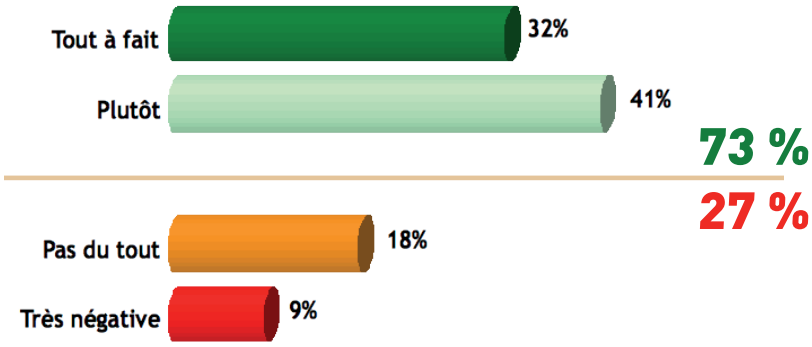
En effet, 90% des Français disent prendre plaisir à apporter leur expérience aux jeunes, 83% à échanger facilement avec eux et 83% à considérer que la relation avec les jeunes est enrichissante.

Toutefois, on constate une rupture au niveau des valeurs partagées par les jeunes et par l'ensemble de la population : 6 Français sur 10 pensent que ces valeurs sont différentes.
De même, près de la moitié de la population ressent une différence générationnelle.

Malgré cette fracture générationnelle, le partage apparaît comme le lien qui permet la fusion entre les générations.

Investissement dans la société

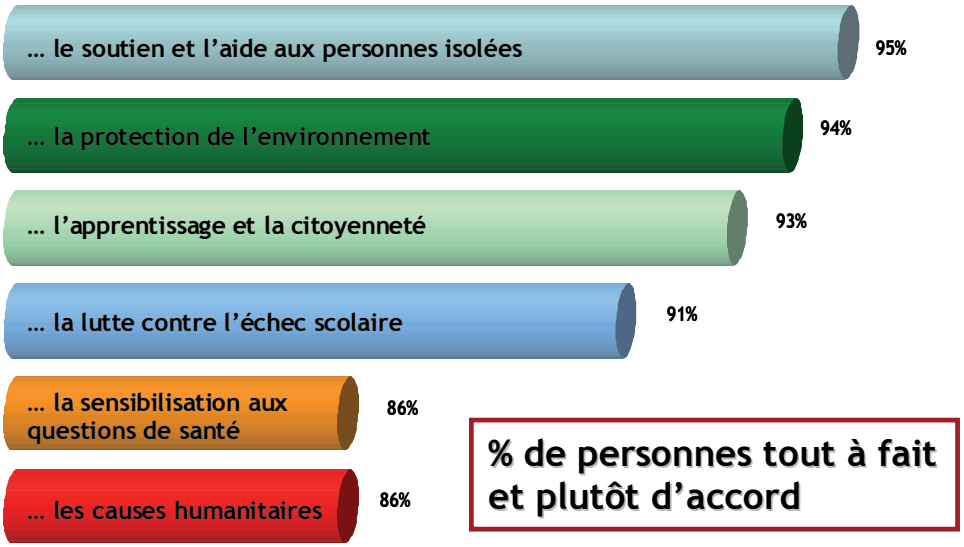
En France, l'aide publique aux jeunes est attribuée en partie directement à leurs familles. Pensez-vous que cette aide devrait être attribuée directement aux jeunes quand ils deviennent majeurs?



Dans la société française, il existe des systèmes de solidarité pour les seniors, par exemple les caisses de retraite. En France, le soutien aux jeunes vient en partie de l'État, en partie des familles. Pour les jeunes n'ayant pas encore intégré le monde du travail, pensez-vous que le soutien devrait venir...

	Ensemble de la population (b=1000)	*Les jeunes 15-24 ans* (b=160))	*Les plus âgés 55 ans et +* (b=291)
Plus fortement de l'État	49%	63%	45%
Plus fortement de la famille	51%	37%	55%

Le service civique, soutenue par l'État, permet à des jeunes de s'engager plusieurs mois dans une action d'intérêt général au sein d'une collectivité ou d'une association. Selon vous, cette forme d'engagement doit être mise en priorité au service d'actions comme...



Les réactions du panel de personnalités

Pour analyser les résultats du sondage et approfondir le débat, nous avons sollicité une vingtaine de personnalités des secteurs politique, associatif, économique, universitaire et artistique pour savoir comment ils se positionnaient sur ces questions de regard sur les jeunes et d'accès à l'autonomie.
Les réactions présentées dans les prochaines pages sont, pour la plupart, des extraits d'entretiens plus longs qui sont disponibles sur le site de l'Observatoire : www.jeunessesolidaire.org

"UN PAYS QUI TEND À METTRE SA JEUNESSE SOUS TUTELLE"

→ **CÉCILE VAN DE VELDE**

Sociologue, spécialiste en sociologie comparée de la jeunesse, des âges et des générations en Europe
Marraine de l'Observatoire de la jeunesse solidaire 2010

Afev Près d'un Français sur deux (49%) dit avoir un regard négatif sur la jeunesse. Quelle est votre réaction ?

Cécile Van de Velde. Je trouve frappant qu'une personne sur deux affirme spontanément avoir un regard négatif sur la jeunesse. Et ce, même si la perception de la jeunesse est toujours plus négative en cas de crise : les jeunes font d'autant plus peur quand le changement social semble menaçant. Ils deviennent pour les autres catégories de la population une « classe dangereuse », d'ailleurs souvent associée aux jeunes immigrés.
Le regard est d'ailleurs particulièrement négatif dans les tranches d'âge immédiatement supérieures aux jeunes (à partir de 35 ans), avec des logiques de concurrence entre les générations, notamment dans l'emploi. Alors que les personnes plus âgées (plus de 55 ans) ont paradoxalement un regard plus positif : certains de ces individus sont grands-parents, d'autres se sentent moins menacés dans l'entreprise car proches de la retraite... On a vu cette liaison entre jeunes et personnes plus âgées de façon évidente au moment du CPE, où aux côtés des jeunes manifestants se trouvaient beaucoup de retraités !

Afev Certains résultats du sondage semblent indiquer une méfiance des Français vis-à-vis des jeunes en société, d'autres au contraire une envie de partager des expériences communes. Qu'en conclure ?

Cécile Van de Velde.
Effectivement, les sondés laissent transparaître à la fois une peur sociale des jeunes et un regard positif sur les échanges humains et concrets qu'ils ont avec eux. Du côté négatif, l'image qui ressort du sondage est celle d'une jeunesse passive. Sur l'investissement social ainsi que sur la capacité à se prendre en main, le doute est marqué. Ce qui n'est pas surprenant quand on sait qu'en France, le regard sur les jeunes est essentiellement vertical : à l'école, prime l'autorité du professeur ; dans la famille, il revient aux parents de gérer les aides sociales, même quand le jeune devient majeur. Bref, notre société a une tendance globale à mettre sous tutelle la jeunesse. Cette image négative apparaît donc comme une injonction paradoxale : on dit aux jeunes d'être actifs mais sans tenir compte qu'ils n'ont pas la possibilité réelle d'accéder à cette autonomie.
Nous vivons dans un pays qui aime à catégoriser et regrouper les populations en fonction de leur seul âge, et les individus ont du coup une aspiration à recréer du lien intergénérationnel. C'est visible dans le sondage, où l'envie de transmettre aux jeunes des savoirs ou des expériences est réelle !

Afev Trois quarts des sondés disent préférer une aide directe de l'Etat aux jeunes adultes, plutôt qu'à leurs familles via les allocations familiales notamment. Comment l'interprétez-vous ?

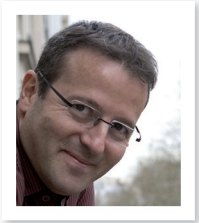
Cécile Van de Velde. Ce chiffre révèle un consensus très large pour des aides directes, pas seulement parmi les jeunes mais également dans l'ensemble de la population, et particulièrement parmi les sondés de milieux socioculturels plus fragiles. Le sentiment de vulnérabilité qui touche de nombreuses familles en cette période de crise peut accentuer l'envie de se tourner vers l'Etat. Mais ces aspirations sont aujourd'hui bloquées par le poids, dans le processus décisionnel, de certaines associations familialistes.

Afev Dans vos travaux vous insistez d'ailleurs sur les effets pervers du modèle français de soutien aux jeunes, qui passe par les familles (allocations familiales) et explique que.de nombreux dispositifs sociaux ne débutent qu'à 25 ans (RSA). La conséquence, c'est que les jeunes restent très dépendants du soutien de leur famille, et donc de leurs origines sociales. Comment sortir de cette impasse ?

Cécile Van de Velde. Dans la situation présente, et face aux effets de la crise, nous gagnerions à ne pas miser exclusivement sur une solidarité familiale qui accentue les inégalités, et à offrir suffisamment de moyens pour que les catégories populaires ne soient pas durablement vulnérabilisées. Importer l'idée sociale-démocrate ou libérale de ne pas prendre en compte les revenus parentaux dans l'octroi des aides à partir de la majorité me semble intéressant dans le cas français. Cela peut créer certes d'autres inégalités à court terme, mais à moyen terme, cela influera sur les mœurs et créera non seulement une responsabilisation des jeunes, mais un véritable geste d'accès à la citoyenneté.
Dans le débat qui émerge aujourd'hui en France sur une allocation d'autonomie, il me semble important de ne pas se limiter aux étudiants du supérieur ni de réduire la politique jeunesse à cette seule aide étudiante. On prend sinon le risque que cette politique n'ait aucune conséquence sur les jeunes en plus grande vulnérabilité (échec scolaire, précarité).

Afev Si l'on ne tient plus compte des revenus des parents, sur quoi pourrait-on se baser pour aider les jeunes adultes à acquérir leur autonomie ?

Cécile Van de Velde Je suis partisane d'éliminer tout seuil d'âge, et d'ouvrir tous les droits adultes dès 18 ans. Donc de penser le financement des études - que ce soit par le prêt, le travail étudiant ou l'aide directe -, sans limite d'âge. Cela permettrait aussi de faciliter le retour aux études des adultes et d'adapter notre système à des parcours plus incertains et mobiles. Les personnes de 40 ans ne vont pas demander à leurs parents de les aider financièrement pour un retour aux études !
Inversement, il me semble important d'ouvrir parallèlement la protection sociale aux plus jeunes. Aujourd'hui, ce seuil de 18 à 25 ans où la famille assure la protection sociale des jeunes, crée des inégalités sociales encore plus fortes : les jeunes qui peuvent bénéficier de la solidarité familiale sont plus favorisés. Comme le temps des études s'allonge, ceux qui sont aidés par leurs parents peuvent étudier plus facilement – et donc, avec la spécificité française du primat du diplôme, mieux s'insérer professionnellement et socialement.
Cela impliquerait aussi de revaloriser le « job étudiant », encore trop vu comme un frein aux études. Il me paraît opportun de favoriser tout ce qui « casse » la centralité des études initiales en France, que ce soit par la possibilité des études tout au long de la vie, ou par la valorisation de l'emploi étudiant ou de l'engagement bénévole. Cela implique un changement de pensée majeur. Y compris concernant l'emploi : les employeurs ne doivent plus voir les jeunes comme des travailleurs à moindre coût à qui ils rendent le service d'offrir un poste, mais comme des salariés tout simplement plus jeunes...



“UNE SOCIÉTÉ QUI NE TIENT PAS SES ENGAGEMENTS VIS-À-VIS DE LA JEUNESSE”

→ MARTIN HIRSCH

Président de l'Agence du service civique
Ancien Haut Commissaire à la Jeunesse

Afev Un Français sur deux dit avoir une image négative des jeunes. Etes-vous surpris par ce chiffre ?
Martin Hirsch C'est un constat qui doit malheureusement être vrai puisqu'on le retrouve d'une enquête à l'autre [le premier sondage publié en mai 2009 par l'Afev indiquait 51% d'opinions négatives]. Cela reflète, je pense, une société qui s'est fermée sur les jeunes en les considérant comme une sorte de « continent méconnu ». J'avais eu ce sentiment lors ma prise de poste en tant que Haut Commissaire à la Jeunesse en 2009 : les gens me demandaient si je n'avais pas peur, me parlaient de leur caractère incontrôlable, revendicatif... Je trouvais cela hallucinant ! Par ailleurs, cette attitude de repli disparaît dès que l'on parle aux gens des jeunes qu'ils connaissent...

Afev Effectivement, on retrouve dans le sondage cette impression : des Français méfiants vis-à-vis de la jeunesse mais contents d'échanger avec eux...
Martin Hirsch C'est une contradiction : les gens sont prêts à se mettre en quatre pour leur propres enfants mais ils ont peur d'eux en tant que « collectif » . Les adultes reconnaissent que les jeunes doivent faire face à d'immenses difficultés, quand il s'agit de leur propre enfant, et dénoncent cet état de fait, mais en même temps, ils semblent exprimer une peur à l'égard des jeunes en tant que « collectif ». Cela vient, à mon avis, de l'évolution de notre société qui s'est d'une certaine manière organisée « contre » ou au moins « sans » les jeunes. Je dis souvent que la guerre des générations a commencé avant d'être livrée : ce ne sont pas les jeunes qui la livrent, ce sont les générations précédentes qui ont gagné la première manche. C'est vrai sur l'emploi, avec un taux de chômage plus élevé chez les jeunes. Mais aussi sur les solidarités collectives, avec des jeunes qui cotisent plus que leurs aînés mais ont moins de droits. Par exemple jusqu'à récemment, un jeune qui travaillait quatre mois n'avait pas droit, comme tout le monde, aux indemnités chômage... On peut multiplier les exemples où, finalement, les jeunes ont autant de devoirs et moins de droits. C'est une des raisons pour lesquelles j'ai été hostile à construire un Service Civique obligatoire et non volontaire. Dire dans ce contexte que les jeunes ont une obligation vis-à-vis de la société, alors que la société ne tient pas ses obligations vis-à-vis des jeunes, cela me paraissait absolument rédhibitoire.

Afev Comment avez-vous essayé de changer la donne lors de votre passage au Haut commissariat à la jeunesse ?
Martin Hirsch On a d'abord essayé de faire en sorte que les mesures pour les jeunes soient travaillées avec les jeunes, avec la participation de nombreuses organisations impliquant des jeunes, dont l'Afev. On a ensuite essayé de faire sauter quelques verrous sur les limites d'âge : majorité à 16 ans pour présider une association, brèche dans le Rsa pour les moins de 25 ans... Il nous semble important de contrer une idée largement répandue, selon laquelle si les jeunes se donnent la peine de faire tout bien comme il faut, ils trouveraient naturellement leur place. Dans la situation actuelle, beaucoup de jeunes ont bien tout fait comme on leur disait de faire (études, envoi de CV, mobilité) et pour autant, ils n'arrivent à trouver leur place. C'est un message qu'il faut continuer à marteler.

Afev Trois Français sur quatre se disent favorables à ce que les aides publiques aux jeunes leur soient directement versées plutôt qu'à leur famille...
Martin Hirsch J'en fais partie ! C'est une idée sur laquelle nous avons travaillé au Haut commissariat à la jeunesse. Il est prévu d'expérimenter dans les deux prochaines années de nouvelles manières de soutenir les jeunes, notamment en redirigeant vers eux les aides pour l'instant versées aux familles. Ces dispositifs expérimentaux – dotation d'autonomie et revenu contractualisé d'autonomie – concerneront quelques milliers de jeunes. Je sais d'avance que l'expérimentation va susciter des réticences. Mais il y a des arguments solides – par exemple le fait que le système actuel défavorise notamment les jeunes issus des classes moyennes. En tout cas, nous espérons qu'en 2012, une fois connus les résultats de ces dispositifs, les jeunes pourront faire prendre des engagements aux candidats à aux élections présidentielles et législatives.

“RESPONSABILISER LES JEUNES DÈS LEUR MAJORITÉ, Y COMPRIS PAR DES AIDES”

→ FRÉDÉRIC REISS

Député UMP du Bas-Rhin - Rapporteur du Budget de l'Education nationale à l'Assemblée

Le regard des Français sur les jeunes, des chiffres inquiétants ?

Je ne suis pas si surpris, dans la mesure où il existe souvent l'amalgame entre les « jeunes » et ceux qui pratiquent la délinquance ordinaire – et dont on se rend compte qu'il s'agit d'une petite minorité. Le mot « jeunes » est aujourd'hui utilisé de façon inappropriée.
Les médias ont leur part de responsabilité là-dedans. Pour ce qui est des responsables politiques, si je me situe à la base en tant que maire d'une commune, quand un adjoint fait l'amalgame entre jeunes et délinquants, il est tout de suite corrigé. Concernant cette minorité qui pose problème, il faut aussi avoir conscience qu'il ne s'agit pas toujours de jeunes en difficulté – certains sont parfois issus de familles aisées.

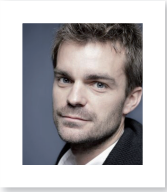
Les jeunes, laissés pour compte dans la crise ?

Je n'emploierais pas l'expression de « laissés pour compte » mais il est vrai que la situation que connaissent beaucoup de jeunes est inquiétante. On a beau dire qu'il faut étudier et se préparer à intégrer le marché du travail, il faut entre 6 et 18 mois pour qu'un jeune puisse avoir réellement une entrée dans l'emploi, y compris les diplômés.

Verser des aides financières directement les jeunes ?

Je pense qu'il faut sincèrement tout faire pour responsabiliser les jeunes dès leur majorité. A partir du moment où l'on est responsabilisé, si on touche des aides en direct, on essaie de les utiliser à bon escient. Je crois qu'aujourd'hui il faut aller dans cette direction-là. Par mes responsabilités à la commission des affaires sociales et culturelles, je suis aussi très sensible à la question de l'éducation. Je crois qu'à l'école, on doit tout faire pour aider les jeunes dès que les difficultés surgissent. On ne peut le faire avec efficacité que dès que l'assemblage jeune/éducateur/famille fonctionne – et alors on a fait la moitié du chemin.

Une fois sorti du cadre de la scolarité obligatoire, il est évident que la société ne doit pas se désintéresser des jeunes en difficulté – sinon on les retrouve quatre ou cinq ans après en mission locale, et évidemment les laisser gérer seuls une aide serait les envoyer au casse-pipe. Mais si l'on parvient à créer un cadre régulier, serein, où on responsabilise les jeunes sur les aides qu'ils peuvent toucher sur le logement ou l'emploi, je crois qu'il faut traiter directement avec eux.



“SÉCURISER LES PARCOURS VIA LA SOLIDARITÉ NATIONALE ”

→ BRUNO JULLIARD

Membre du Conseil de Paris (PS), Adjoint au Maire à la Jeunesse

Le regard négatif des Français sur les jeunes vous inquiète-t-il ?
C’est la démonstration que l’on est dans une société qui ne va pas bien et produit plus de conflits entre les générations qu’elle n’arrive à construire de solidarités.
Ce sondage doit nous interpeller parce qu’on constate, depuis plusieurs années, une fracture importante entre la jeunesse et les autres générations, en termes économiques et sociaux mais aussi politiques. On le voit aussi dans le peu de place laissée aux jeunes dans les partis. Finalement, c’est une discrimination négative d’être jeune, sauf, parfois, quand il faut renouveler des listes électorales...

Les sondés pensent aussi que les jeunes ne sont pas investis dans la vie sociale. Vous qui avez été président de l’Unef, comment réagissez-vous ?
Cette image est erronée. Beaucoup de jeunes s’investissent, même si cela ce traduit parfois différemment des engagements publics traditionnels – parti politique, association, syndicat... Par exemple, des jeunes qui partent à l’étranger pendant plusieurs mois pour des projets humanitaires, ce sont des engagements tout aussi respectables. Je trouve ça d’autant plus injuste que les générations précédentes ne sont pas toutes bien placées pour faire des procès à la jeunesse d’aujourd’hui, alors même qu’elles nous laissent une société profondément individualiste.

Sur l’autonomie, les Français préfèreraient qu’on aide les jeunes adultes plutôt que leur famille...
Ces chiffres sont extrêmement intéressants : je suis évidemment très favorable à ce que l’on ait un système d’accompagnement, de sécurisation des jeunes qui dépende d’abord de la solidarité nationale plutôt que de la solidarité familiale. Pour une raison évidente d’égalité et de justice sociale : tous les jeunes ne sont pas issus de familles favorisées. Aujourd’hui, on a un système de reproduction des inégalités. Le système de déduction d’impôts, par exemple, fait que l’on donne plus aux familles aisées qu’aux familles en difficulté via les bourses.
Ces chiffres doivent éclairer les partis politiques, et notamment le mien, sur le fait qu’il nous faut proposer un changement important dans notre façon d’aborder la question de l’accès à l’autonomie de la jeunesse, de la même manière que notre société a eu après guerre une réflexion importante sur le sort à réserver au troisième âge, avec la création de la sécurité sociale et des retraites. Je pense qu’on est à la veille d’un débat un peu similaire sur la jeunesse. Il s’est créé un nouvel âge de la vie, entre la dépendance familiale et l’insertion durable dans le monde du travail – grosso modo l’âge des études supérieures ou de la recherche des premiers boulots – où les jeunes souffrent de l’absence de sécurisation sociale.

“UNE ALLOCATION POUR TOUS LES JEUNES”

→ RÉGIS JUANICO

Député PS de la Loire

Aider directement les jeunes est une idée que je soutiens depuis longtemps. Les chiffres du sondage me semblent intéressants même si je pense que les sondés ne perçoivent pas exactement ce que cette mesure impliquerait – par exemple une baisse des prestations sociales perçues directement par les familles.
Un pas a déjà été franchi avec le lancement, par le Haut Commissariat à la jeunesse, d’une expérimentation, sur une aide directe aux jeunes. Cela pourra peut-être permettre de faire évoluer notre système d’aide – en tout cas je pense qu’on n’y échappera pas. Toute une classe d’âge est aujourd’hui confrontée à des difficultés de précarité majeures, que ce soit sur le logement, l’emploi, la santé... Tous les indicateurs de terrain remontées par les collectivités locales – Conseils généraux, CCAS, missions locales – nous indiquent que les jeunes ont recours aux différentes aides occasionnelles que peuvent offrir les pouvoirs publics ; et parmi eux, des jeunes salariés, des couples avec enfant. Ceci dit, l’enjeu de l’autonomie va se poser au-delà même de la catégorie des jeunes, avec la question de la dépendance et des personnes isolées.
Je propose donc, comme nous l’avions fait en 2007, la création d’une allocation autonomie adressée à tous les jeunes, ainsi que l’extension du RSA au moins de 25 ans. Cette allocation serait modulée en fonction des moyens du jeune et de sa famille, mais aussi des projets du jeune en termes d’insertion ou d’études.

“AIDER CEUX QUI VEULENT S’INVESTIR ”

→ CHRISTIAN DEMUYNCK

Sénateur (UMP) de la Seine Saint Denis
Rapporteur de la proposition de loi relative au service civique

Afev Vu votre implication sur la question du service civique, comment réagissez-vous au fait que les Français jugent les jeunes « pas engagés » ?
Christian Demuynck En lisant ces chiffres, je me suis demandé ce que pensaient mes parents quand j’étais jeune, et j’ai tendance à dire qu’ils auraient dit la même chose ! La vision qu’on a du monde change avec l’âge, les expériences... Alors dire que les jeunes sont « ceci » ou « cela »... Il y en a qui s’investissent, d’autres ne savent pas trop ce qu’ils veulent faire, certains sont farceurs... Comme tout le monde ils vont trouver leur voie, plus ou moins tôt !

Afev Faut-il soutenir plus fortement les jeunes adultes dans leur recherche d’autonomie, notamment en leur versant directement des aides ?
Christian Demuynck A partir du moment où il y a l’envie d’être autonome, il me semblerait normal que le jeune puisse toucher les aides que perçoivent les parents. Cela reste une question difficile à régler – notamment parce que cela n’irait pas sans poser des problèmes avec les familles. La possibilité de verser des aides directement aux jeunes a été évoquée dans les travaux de la « Mission jeunes » du Sénat – sans que rien ne soit encore décidé. Il y a un écueil réel : il faut aider ceux qui veulent s’investir, mais pas créer une sorte de « rente jeunesse ».

Afev Ce risque d’assistanat est-il réel ou traduit-il notre manque de confiance à l’égard des jeunes ?
Christian Demuynck Le danger d’assistanat peut exister. Si on regarde ce qui se passe dans les pays nordiques, qui ont beaucoup plus travaillé cette question, on voit qu’en Suède les aides directes aux jeunes ont bien atteint leur but en termes d’autonomie. Mais aux Pays-Bas, les pouvoirs publics ont dû resserrer les écrous, mettre plus de contrôle, parce qu’ils se sont aperçu qu’il y avait un certain nombre de jeunes qui profitaient du système. Après, on faut se poser la question de savoir si le risque ne vaut pas le coup d’être pris, d’avoir une petite minorité de profiteurs si on aboutit à un bénéfice pour une large majorité des jeunes.

Afev En quoi le service civique, que vous avez contribué à faire adopter au Sénat, pourrait améliorer la situation et l’image des jeunes ?
Christian Demuynck Beaucoup de jeunes ont envie de s’investir dans une cause d’intérêt général. D’autres ont besoin de se poser après avoir connu des difficultés – par exemple dans leurs études. C’est aussi un moyen de changer le regard sur les jeunes. On focalise toujours sur ce qui est négatif, pas sur ce que les jeunes font de bien. Le service civique peut contribuer à changer ça.

“METTRE À BAS LES DISCRIMINATIONS QUI FRAPPENT LES PLUS PRÉCAIRES ”

→ FRANÇOIS CHÉRÈQUE

Secrétaire général de la CFDT

Cette étude vient confirmer la méfiance, si ce n’est la défiance, que notre société porte sur sa jeunesse. Les jeunes n’endurent pas seulement une insertion sociale et professionnelle difficile mais ils doivent en prime subir le regard suspicieux de leurs ainés. Pour la CFDT, une société qui bizute sa jeunesse ne se donne pas les moyens de s’assurer un avenir serein. Nous n’acceptons donc pas cet accord tacite qui consiste à laisser sciemment des générations entières arriver déjà usées sur le marché du travail. Il faut de toute urgence rétablir la confiance entre les générations, et nous sommes convaincus que la confiance se construit par des actes. Elle se rétablira par une réelle réforme de l’éducation qui place l’élève et ses compétences au cœur du projet pédagogique ; par une place centrale données aux mesures envers les jeunes dans les investissements lourds dont notre pays a besoin ; par un engagement concret des entreprises dans l’embauche et l’évolution professionnelle des jeunes ; par la mise en place du « dispositif jeune actif » que propose la CFDT, et qui lie accompagnement vers l’activité et aide financière directe. Elle se rétablira enfin par la mise à bas des discriminations qui frappent encore les jeunes précaires de moins de 25 ans dans l’accès aux minimas sociaux comme le RSA. Réformer ce pays, le faire évoluer sans sa jeunesse est une faute grave que nous devons éviter à tout prix. Un premier gage de confiance peut d’ailleurs être donné aux jeunes dans le débat à venir sur la nécessaire évolution de notre système de retraites. A cette occasion, les quinquas que nous sommes devront bien garder en tête que le réel enjeu de toute réforme est bien d’assurer une retraite décente et solidaire autant aux jeunes qu’à nous. »

“ON REGARDE LES JEUNES AVEC DES LUNETTES D’IL Y A 40 ANS ”

→ MIKAËL GARNIER LAVALLEY

Délégué Général de l’Anacej

Afev Un Français sur deux a une image négative des jeunes...

MGL Je trouve ce chiffre édifiant. Nous qui à l’Anacej travaillons au quotidien au rapprochement des jeunes générations avec l’ensemble de la société, n’aurions jamais imaginé ces résultats. C’est sans doute dû en partie aux clichés par les médias – sur lesquels notre association est particulièrement attentive – mais pas seulement. Il est curieux de voir qu’on plébiscite dans notre société tout ce qui est lié à la jeunesse : être dynamique, ne pas avoir de rides, la santé, avoir l’avenir devant soir... Mais que dans le même temps, notre société dise ne pas aimer pas les jeunes, et plus particulièrement les jeunes Français. Un jeune Iranien, un jeune Haïtien, va être quelqu’un qui reconstruit son pays, il y aura des reportages valorisants. Un jeune Français non, et on ne s’y intéressera pas, notamment médiatiquement, sauf pour évoquer le danger qu’il représente, ou le mal-être qu’il vit.

Afev L’image des jeunes que renvoie ce sondage est-elle réaliste ?

MGL Je suis surpris par la proportion de gens qui trouvent les jeunes non-conformistes, associée à l’idée que les jeunes ne sont pas lucides ni réalistes. On regarde les jeunes avec des lunettes d’il y a quarante ans ! Or, le contexte économique a tellement évolué depuis les années 70 : la phase où l’on pouvait être insouciant, avec une entrée sur le marché du travail facile et des possibilités d’évolution nombreuses, est bien révolue. Le contexte sociétal a changé aussi : finies l’époque où les interdits tombaient les uns après les autres, la liberté sexuelle... Les jeunes aujourd’hui ont la préoccupation d’aller vite sur le marché du travail, d’avoir un boulot, un logement. Leur modèle est plutôt familial, ils plébiscitent la fonction publique et le CDI, et ce d’autant plus avec la crise. Bref, des comportements très réalistes et très conformistes !

Afev L’inquiétude des sondés semble aussi se porter sur les capacités des jeunes à affronter les réalités actuelles, alors que certains des fondements de notre société sont remis en question, comme le système de retraite...

MGL Si on attend des jeunes qu’ils participent à la sauvegarde des retraites et plus largement des solidarités nationales, encore faudrait-il qu’on les associe aux discussions, et qu’on fasse d’eux des bénéficiaires de ces politiques de solidarité. Or, on sait que les jeunes sont aujourd’hui les grands perdants des systèmes de redistribution ! La demi-part fiscale attribuée aux parents de jeunes adultes bénéficie, de fait, à des ménages plutôt âgés, installés dans la vie, aux revenus souvent confortables. Malgré cela, je vois comme un espoir le fait que les sondés considèrent que les jeunes sont un atout et qu’il faut plus les aider, notamment via l’Etat. Cette forte demande de soutien de l’Etat aux jeunes est quelque chose que nos responsables politiques ne semblent pas avoir conscience – par exemple sur le RSA, pour lequel il est toujours objecté le risque d’assistanat.

“DES ENGAGEMENTS PLUS LUCIDES”

→ MAGYD CHERFY

Chanteur, membre des Zebda

Afev Un Français sur deux qui avoir une image « négative » de la jeunesse, comment réagissez-vous à ce chiffre?

Magyd Cherfi Je ne crois pas aux sondages qui affirment qu’un Français sur deux a une image négative de la jeunesse, je pense simplement que la génération qui précède est toujours hostile à celle qui la suit, justement parce qu’elle est susceptible de la détrôner !

Afev Autre chiffre fort, 63% des sondés disent que les jeunes n'ont « pas d'investissement ». Selon vous, est-ce vrai ?

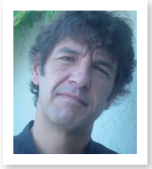
Magyd Cherfi Je pense que les jeunes ont des engagements plus variés, plus lucides : plus dans l’humanitaire, moins dans le militantisme, pour justement échapper aux dogmes quels qu’ils soient. C’est un aspect regrettable à mon sens mais qui me paraît inéluctable face au manque de réponses du politique.

Afev Et sur l’idée que les aides publiques aux jeunes leur soient versés directement quand ils sont majeurs?

Magyd Cherfi Avant même de parler d’autonomie (adolescente ou adulte), j’ai le sentiment qu’il faut d’abord s’intéresser aux parents et aux cellules familiales défaillantes, car c’est elles qui font qu’une personne acquiert une autonomie plus tard. La vraie autonomie c’est la maîtrise de son libre arbitre. C’est à partir de ce libre arbitre qu’on peut gérer une aide publique, la comprendre et lui donner tout son sens.

Afev Les jeunes issus de l'immigration rencontrent-ils des difficultés particulières?

Magyd Cherfi Effectivement, il y a une difficulté spécifique des jeunes issus de l’immigration qui ne comprennent pas l’écart ahurissant entre les valeurs inculquées d’universalité, de tolérance, d’égalité , de laïcité et j’en passe. Valeurs qui ne sont jamais mises en pratique à cause d’une couleur de peau , d’un code postal , d’un patronyme... En un mot dès que l’origine suggère une appartenance à la communauté musulmane ou subsaharienne. Comme l’aveu républicain d’une impuissance à conjuguer islam et laïcité, couleur de peau et laïcité.



“CHEZ LES JEUNES DES QUARTIERS, UNE ASPIRATION À UNE VIE NORMALE ! ”

→ **MICHEL KOKOREFF**

Professeur de sociologie à l’université de Nancy 2

Afev Dans vos travaux, vous évoquez l'aspiration des jeunes des quartiers à une "vie normale" : accès à l'emploi, au logement... Quelle est votre réaction aux chiffres du sondage présentant les jeunes comme "pas réalistes" (58%) ou "pas actifs" (62%) pour s'insérer ?

Michel Kokoreff Ce qui m’a effectivement frappé au cours de mes enquêtes sur le terrain, c’est la centralité de la valeur travail parmi les jeunes adultes, disons les 20-25 ans. Il s’agit bien d’enfants d’ouvriers ou d’employés ayant vécu dans des familles aux revenus et aux perspectives d’avenir modestes. Certes, il y a un profond rejet de la condition ouvrière, comme l’a montré le travail de Stéphane Beaud. Mais ceux que j’ai rencontré dans des zones urbaines qui, n’étaient peut-être pas les dures socialement, se débrouillaient pour « tafer ». Avec ce dilemme majeur : si le bizness [de la drogue, NDLR] comme alternative illégale à la réussite sociale ne mène à rien, sinon à la prison, la poursuite de sa scolarité, jusqu’au bac et après, conduit aussi à la précarité relative, notamment du fait des discriminations à l’embauche. Délit de faciès et délit d’adresse se conjuguent. La voie est donc étroite ! Les emplois qu’ils occupent sont instables, mal rémunérés et peu gratifiants. Malgré cela, lorsqu’ils ne sont pas rattrapés par leur passé judiciaire, on peut dire que ces individus s’en sortent, se marient, fondent une famille, ont des enfants. Ils aspirent aux standards de vie des classes moyennes. Sans cesse renvoyés à l’image des quartiers, au stigmate, les plus actifs d’entre eux cherchent à échapper aux pièges qui leur sont tendus, à agir et à prendre place dans une société qui a pourtant tendance à les laisser en marge.
Bien des exemples concrets pourraient le montrer : ces « jeunes » (ou considérés comme tels, car là comme ailleurs, on est jeune de plus en plus vieux) sont non seulement très lucides sur leurs conditions d’existence et perspectives d’avenir, mais actifs à travers des initiatives locales, des actions associatives ou des engagements citoyens qui les conduisent au bord du politique, là où d’autres barrières existent, aussi bien sociales, générationnelles, raciales que sexuées On l’a vu récemment avec l’exemple d’Ali Soumaré : le coût d’entrée en politique pour des jeunes hommes français d’ascendance immigrée est élevé. Cela explique qu’en dépit de la « force des quartiers », ces barrières suscitent le découragement, le ressentiment ou le repli, même si c’est de façon intermittente.

Afev Toujours sur cette idée d'envie de "vie normale", pourriez-vous nous dire en quoi l'émancipation des jeunes adultes des quartiers vis-à-vis de leurs familles est aujourd'hui plus difficile encore que pour les autres catégories de jeunes?

Michel Kokoreff Le lien filial est fondamental, il est un support social déterminant dans une société d’incertitude. Il m’est difficile de vous répondre de façon générale. Ce que je remarque c’est l’ambivalence des jeunes adultes des quartiers populaires. D’un côté, il y a une forte adhésion aux normes et aux valeurs de la société de consommation et de communication, en même temps qu’aux normes et valeurs de la République. On pourrait parler d’hyperintégration, tant ceux/celles sont qui sont discriminé-e-s semblent devoir en faire plus que les autres. D’un autre côté, il y a un profond respect de la génération des 20-30 ans pour leurs parents, en particulier immigrés, pour ce qu’ils ont fait et ce qu’ils sont, avec la reproduction de schémas que l’on pourrait dire « communautaires », par exemple lors du ramadan, des fêtes religieuses ou des mariages. La définition d’un islam de France illustre d’une certaine manière une formule de compromis largement partagée.
Entre ces deux pôles, il peut y avoir continuité, tension ou conflit. La situation des jeunes femmes qui habitent ces quartiers le montre. D’un côté, elles peuvent chercher à s’arracher au poids du modèle traditionnel familial. La réussite scolaire en est un vecteur privilégié. Mais d’un autre côté le coût de cette émancipation peut s’avèrer parfois exorbitant, éphémère. Assumer sa féminité dans la cité, avoir une liaison avec un homme sans être marié, c’est s’exposer aux violences du groupe d’appartenance. Dans le cas des jeunes femmes d’ascendance immigrée, le port du voile peut être, là aussi, et contrairement aux idées reçues, un compromis, ne serait-ce que parce qu’il permet une certaine mobilité dans la ville, hors du quartier et du regard des frères.

↘ Dernier ouvrage : *La drogue est-elle un problème ? Usages, trafics, politiques*, Payot, 2010

“REPOSER LA PLACE DES CORPS INTERMÉDIAIRES ”

→ **FRANÇOIS FLAHAUT**

Philosophe, directeur de recherche au CNRS

L’intégralité des entretiens à retrouver en ligne : www.jeunessesolidaire.org

Aussi des aspects positifs dans le regard des Français

Je vois dans le sondage des Français des côtés positifs, notamment le fait que les sondés apprécient de discuter avec les jeunes. C’est un progrès que l’on mesure mal. J’appartiens à une génération où les échanges avec les pères, notamment, étaient très difficiles. Il y avait un aspect hiérarchique très fort, qui tuait souvent l’échange.
De même, je ne suis pas alarmé par les chiffres plus négatifs. C’est assez classique, à mon sens, que les générations plus âgées trouvent les jeunes pas à la hauteur de comment elles-mêmes se voient...

Qui pour aider les jeunes, la famille ou l’Etat?

Entre familles et Etat, je trouve dommage qu’on n’interroge pas aujourd’hui le rôle des corps intermédiaires (associations d’éducation populaire ou paroissiales, clubs de sport) qui, il y a trois ou quatre décennies encore, favorisaient l’autonomie des jeunes et facilitaient le passage de la famille à la société. C’est une question liée à celles du lien social et de l’intergénérationnel : dans ces organisations, les jeunes étaient en même temps encadrés par les adultes et nouaient des contacts avec des membres d’autres générations.

Aujourd’hui, le risque n’est-il pas que les individus, et les jeunes surtout, soient livrés à eux-mêmes? On voit en tout cas que dans les milieux sociaux les plus favorisés, ce type d’organisations intermédiaires (clubs sportifs ou musicaux, associations confessionnelles) existe encore - le sentiment d’appartenance sociale y reste plus fort.
Sur la question de l’autonomie, je ne crois pas que l’on doive avoir un regard forcément négatif sur cette question de la dépendance financière - cela montre que fort heureusement des solidarités intergénérationnelles existent encore au sein des familles.

“UN SENTIMENT CROISSANT DE DÉCLASSEMENT ”

→ **BERNARD BIER**
Chargé d'études à l'Injep

Le regard négatif sur les jeunes et le fossé générationnel ?
La défiance à l'égard des jeunes dans le monde occidental et moderne (des études seraient à mener pour d'autres sociétés) est une sorte de discours assez communément partagé : le niveau baisse, les jeunes ne respectent plus rien... Déjà dans la Grèce antique... Au 19ème siècle, jeunes ouvriers comme étudiants étaient objets de la méfiance de l'opinion publique comme des pouvoirs institués.

Néanmoins si l'on regarde la société contemporaine française, on ne peut nier aussi les effets probables sur les représentations du vieillissement de la population, de la montée de l'insécurité sociale, de la transformation du monde (mondialisation, recompositions identitaires, évolution rapide des technologies, entrée dans la société du risque et de l'incertitude), qui engendrent repli sur soi, peur de l'autre, particulièrement chez les populations les plus précaires ou les plus fragilisées... La peur du jeune n'en est qu'une figure.
Et il n'est donc pas étonnant, conformément aux résultats de cette enquête, que le rapport entre générations soit inégalement symétrique, les jeunes étant in fine plus tolérants.

Autre hypothèse explicative : la transformation rapide des modes de vie qui impacte les rapports entre générations. Les espaces d'inter-générationnalité y compris familiaux s'estompent, les sociabilités des jeunes sont encore plus qu'autrefois infra-générationnelles, et l'on est plus aujourd'hui dans la co-présence, l'indifférence des générations que dans le contact : parler de « conflit des générations » a-t-il d'ailleurs encore un sens ? Enfin, le contexte de crise a entraîné une « naturalisation » de la jeunesse : on est passé du jeune rencontrant des problèmes au jeune comme problème.

Au sein du panel des sondés, les moins de 25 ans ont à 45% une image négative des jeunes ?
S'agit-il d'une image négative des autres jeunes ? de soi ? L'enquête ne nous permet pas d'y répondre. Il serait intéressant d'analyser cette réponse en fonction d'un certain nombre de paramètres : l'âge par exemple peut jouer (l'adolescence, période de transformation physique, de rupture avec l'idéalisation du monde adulte...) ; de même que le poids des résultats scolaires confrontés aux injonctions familiales et sociales...
La sociologie « interactionniste » nous permet d'expliquer ce phénomène pour certains « jeunes des quartiers » : on se construit en réaction à l'image qui nous est renvoyée par les autres, soit en s'y conformant, soit en rupture... (il n'y a pas de fatalité à ce sujet).

La disqualification permanente de soi ou de sa famille, le sentiment d'humiliation vécu à l'école, le renvoi sur l'individu aujourd'hui de ses échecs (mauvais résultats scolaires voire décrochage ; « non employabilité »), comme plus largement le sentiment de déclassement, d'avenir bloqué (mais sur ce point il faudrait avoir des éléments comparatifs avec d'autres époques - notre référence devrait cesser d'être celle des « Trente glorieuses »), tous ces phénomènes participent de la construction de cette image négative de soi, comme ils peuvent expliquer le pessimisme des jeunes Français que certains enquêtes ont fait émerger. Le poids du système méritocratique excluant, très prégnant dans notre société, joue son rôle.

Ces résultats devraient interpeller fortement, dans leur responsabilité, le monde adulte en général, les professionnels de la jeunesse et de l'éducation plus particulièrement, et la puissance publique au premier chef, dont il n'est pas sûr que les discours et les actes soient à la hauteur de ces enjeux.

“LA MAUVAISE IMAGE DES JEUNES, UNE TENDANCE STRUCTURELLE ”

→ **LUDIVINE BANTIGNY**
Historienne, maître de conférences à l'Université de Rouen

Afev Un Français sur deux qui dit avoir une image négative des jeunes, c'est le signe d'une société inquiète ou une constante dans les représentations de la jeunesse dans notre pays ?
Ludivine Bantigny Ces chiffres ne me surprennent pas. Je suis plus frappée par l'équilibre strict entre les Français qui disent avoir un regard positif et ceux qui avouent un regard négatif : c'est vraiment une tendance structurelle, tout au long du 20e siècle. A la fois le regard sur une jeunesse saine, porteuse d'avenir, de régénération – un mot qui contient en lui-même le rappel des nouvelles générations. Et en même temps cette image contraire d'une jeunesse inquiétante, menaçante, dit beaucoup sur une société inquiète pour son avenir. On peut penser aux « Apaches » des années 1900-1910, aux « blousons noirs » dans les années 50 puis aux « loubards ». Aujourd'hui, aux « casseurs »...

Afev Quand six Français sur dix jugent les jeunes « peu responsables », « peu réalistes », on a l'impression qu'ils les voient comme il y a 40 ans...
Ludivine Bantigny Il y a vraiment une cristallisation, qui relève du préjugé, sur le manque de réalisme ou de lucidité des jeunes, leur idéalisme, leur utopie, leur prédisposition à la rébellion... Préjugés que viennent démentir toutes les enquêtes menées sur les jeunes ! Certaines générations ont pu, en effet, être plus idéalistes, et du coup plus à gauche – on pense évidemment à la jeunesse de Mai 68 – mais ce n'est pas le cas de tous les jeunes : même à l'automne 1968, les enquêtes menées à chaud montrent une jeunesse lucide sur sa situation, qui veut s'intégrer dans le monde du travail, très éloignée des utopies contestataires portées au printemps.
Les chiffres du sondage qui évoquent des jeunes « non-conformistes » relèvent de même du préjugé : cette image d'une jeunesse comme valeur de renouvellement, de détachement par rapport à la normativité sociale, est tout sauf exacte !

Afev Les représentations médiatiques des jeunes n'ont-elles pas toutefois empiré au cours des dernières années ?
Ludivine Bantigny Je n'ai pas l'impression. Si on prend le cas des blousons noirs dans les années 50, c'est une pure invention médiatique. Evidemment, il y a eu quelques petits faits divers commis pas des mineurs, mais l'inquiétude sur la délinquance juvénile a été très exagérée. Cela fait partie selon moi des thématiques médiatiques favorites, surtout quand on a peu de choses à dire par ailleurs...
Cela dit, l'inverse est vrai : la sollicitude médiatique sur la jeunesse et son avenir, on la retrouve aussi tout au long de l'histoire récente, y compris dans des périodes considérées comme plutôt fastes économiquement. Au cœur même des Trente Glorieuses, on s'inquiète du chômage des jeunes... Après, ce qui est nouveau depuis dès les années 80, c'est la dimension plus « ethniciste » de la vision de la jeunesse, qui renforce encore les peurs que certains peuvent ressentir à l'égard d'une jeunesse vécue comme totalement autre.

↘
Dernier ouvrage paru : *Jeunesse oblige, Histoire des jeunes en France XIXe-XXIe siècle*, Presses Universitaires de France, 2009

“OUVRIR LES PARCOURS, ASSURER L’ÉGALITÉ ”

→ **MATTHIEU PIGASSE**
Président des Inrocks
Directeur général délégué de Lazard France

Que pensez-vous du regard exprimé par les Français sur les jeunes ?

Je n’arrive pas à comprendre comment on peut percevoir la jeunesse comme un problème. Il est évident que la force d’un pays et son avenir, c’est sa jeunesse. Mais on doit bien constater en voyant des sondages comme celui-ci, que les jeunes restent mal aimés. Ce n’est sans doute pas nouveau : il y a toujours eu dans les sociétés un décalage - qui est très heureux à mon sens - entre l’ordre social et la jeunesse qui, par définition, ne se maîtrise pas, est libre !
D’où une tendance de la société à coller à cette jeunesse effervescente tous les maux : la drogue, la délinquance, que ne sais-je encore... Au fond, ce n’est pas plus mal que cela se passe comme ça, cela montre que la jeunesse reste une force d’insoumission, de remise en cause des normes et de l’ordre moral établis par la société.
Ceci dit, je n’aime pas vraiment le mot « jeunesse » dont je vois mal ce qu’il recoupe... Il me semble réducteur de réduire la jeunesse à une classe d’âge... C’est surtout un état d’esprit ! « Young ‘till you die », jeune jusqu’à la mort, comme dit le groupe punk 7 Seconds...

La jeunesse d’aujourd’hui ne souffre-t-elle quand même pas d’une situation particulièrement dégradée, ne serait-ce que pour l’accès à l’emploi ?

Encore une fois, je crois d’abord que ce serait une erreur de considérer que la situation était si meilleure avant... Il y a toujours eu une difficile interaction entre la société et la jeunesse, une difficulté à accepter toutes les règles d’insertion dans le monde du travail notamment. En revanche, je suis d’accord pour dire qu’il est en train de s’opérer actuellement une évolution du fonctionnement de notre société qui privilégie plutôt des catégories plus âgées au détriment de la jeunesse. La crise accentue ce phénomène mais n’en est pas à l’origine. Nous sommes aujourd’hui dans un monde qui dépense beaucoup, mais en remettant les solutions à demain – c’est-à-dire aux jeunes d’aujourd’hui. Le meilleur exemple, c’est la dette, qui pèsera dans dix ou vingt ans sur nos jeunes. De la même façon, on laisse devant nous un problème majeur, celui des retraites. De façon globale, le vieillissement de la population déplace le barycentre de la société vers les plus vieux, au détriment des plus jeunes. Cela se ressent, par exemple, sur la question de l’entrée des jeunes sur le marché du travail.

Faut-il alors sécuriser l’entrée des jeunes sur le marché du travail, de même qu’on a une sécurisation des parcours après la sortie de l’emploi via les retraites ?

Je n’aime pas le mot de « sécurisation » parce que je le trouve antinomique avec celui de « jeunesse ». Je préfère parler d’« ouverture ». Cela passe par donner chacun la même chance en repartant du pacte républicain : égal accès au système de soin, égal accès à la sécurité – une condition essentielle de la liberté – et surtout égal accès vers l’éducation. Il est fondamental qu’on arrive à rebattre les cartes dans chacune des générations, que chacun ait la même chance. Je trouve formidable des initiatives comme celle de Sciences-Po, qui arrive à faire réussir des gens aux origines sociales et aux parcours très différents. Même si elles ne résolvent pas à elles seules tous les défis, ces initiatives ont un rôle d’exemple. Si Sciences-Po le fait, les universités et les autres grandes écoles peuvent le faire. Tout ce qui va dans le sens de l’ouverture, de repousser les murs, me semble aller dans le bon sens.

Votre expérience personnelle vous permet-elle d’établir une comparaison entre la France et certains pays étrangers ?

En France, on considère que pour accéder à des responsabilités, il faut être âgé, vieux. Regardons simplement les hommes politiques, tous partis confondus, comparés aux dirigeants étrangers quand ils ont accédé aux responsabilités. José Luis Zapatero ou José Maria Aznar en Espagne, Tony Blair ou l’actuel leader conservateur David Cameron au Royaume-Uni, sans oublier Barack Obama... Tous quadragénaires ! Et l’on pourrait décliner cela dans tous les domaines, notamment dans le monde de l’entreprise. Notre société n’a pas suffisamment confiance dans la jeunesse ; on donne une prime à l’ancienneté au détriment d’une forme d’audace. Il faudrait pouvoir bouger le curseur !
Il me semble aussi important de pouvoir ouvrir les. Le diplôme a un avantage dans la logique républicaine : celui de mettre en avant le mérite. Mais on sait bien que les chances de réussir les concours ne sont pas les mêmes en fonction des origines sociales, du bagage culturel etc. Je plaide donc pour que, tout en gardant cet élément républicain qu’est le diplôme, on arrive à valoriser les trajectoires originales. Je suis convaincu de l’apport des parcours différents, des origines différentes.

“ATTENTION AUX JEUNES ET AUX FAMILLES D’ORIGINE MODESTE ”

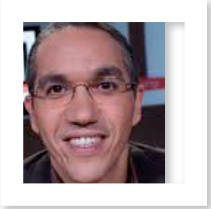
→ **MARIE-ODILE NOVERT**
Volontaire permanente d’ATD Quart Monde

Le regard sur les jeunes

A ATD Quart Monde, les jeunes très pauvres que nous rencontrons sont réalistes par rapport à leurs possibilités, les connaissances qu’ils ont, les métiers qu’ils peuvent exercer. Les enquêtes que nous menons auprès des jeunes nous montrent aussi une forte angoisse par rapport au travail, et ce avant même que la crise actuelle se déclenche. Pour les moins diplômés, la crise ils l’ont toujours vécu ! C’est pour cela que je trouve un peu dur que les sondés affirment que les jeunes ne se prennent pas en main.

Comment aider les jeunes ?

Verser aux jeunes ce que touchent les familles, pourquoi pas, mais alors en faisant attention aux familles les plus pauvres. Ces familles ne bénéficient quasiment pas d’avantages fiscaux, n’étant pas imposables – alors évidemment verser l’équivalent à leurs enfants n’aurait pas de sens... Quant aux allocations familiales, retirer le bénéfice de cette aide aux familles les plus modestes poserait d’autres problèmes. Enfin, même s’ils sont souvent déjà très lucides, il ne faut pas oublier que les jeunes ont souvent besoin de leurs familles, ne serait-ce que sur un plan affectif. Un jeune de 18 ou 20 ans a des fragilités, il a besoin à la fois d’autonomie et d’accompagnement par ses proches.
Une aide directe aux jeunes devrait alors ne pas se faire au détriment des familles modestes, ce qui implique de créer de nouveaux dispositifs. Bien évidemment, il serait intéressant d’accompagner les jeunes dans leur parcours professionnel et la recherche d’emploi. Il faut réellement ouvrir de nouveaux parcours aux jeunes, dont certains sont désillusionnés parce qu’ils voient leurs parents enchaîner chômage et formation depuis des années.



“UN TRAITEMENT MÉDIATIQUE NÉGATIF ”

→ NORDINE NABILI
Directeur de l’ESJ Bondy, créateur du Bondy Blog

Redonner la parole aux jeunes

J’aimerais que l’on donne plus de responsabilités aux mômes dès le collège même, puis au lycée, à la fac… Sinon on va rester dans une situation où la jeunesse est dans une espèce d’infantilisation permanente jusqu’à 22 ou 23 ans… Ces jeunes attaquent alors la vie avec un certain handicap, n’ayant pas été mis en situation de responsabilité.
Il faut dire aussi qu’on s’inscrit dans une société à partir du moment où l’on a le sentiment qu’on y participe et que notre voix compte. Je pense qu’aujourd’hui, avec l’affaiblissement des structures traditionnelles (partis, syndicats), c’est l’espace médiatique qui prend le dessus. Ce qu’on a essayé de faire avec le Bondy Blog, c’est que des jeunes des quartiers prennent la parole au lieu de la subir, produisent eux-mêmes leur propre information et prennent ce petit pouvoir qui est d’écrire un article, de le publier, de le voir être commenté… Dans la dimension « estime de soi », c’est important pour ces jeunes parce qu’ils ont le sentiment qu’enfin on les écoute, qu’ils existent…

La responsabilité générale des médias

Au fond, les médias se calent assez facilement sur l’agenda politique. Du coup, ils suivent aussi les travers de la façon dont on traite la jeunesse. De temps en temps, il y a de petites sonnettes d’alarme – les médias cherchent alors à faire des sujets plus positifs sur la jeunesse… Il n’en demeure pas moins que le flot médiatique dominant est négatif – ce sont les problèmes des jeunes, les problèmes des quartiers… Quand on parle des jeunes c’est pour évoquer soit les problèmes qu’ils rencontrent, soit les problèmes qu’ils sont censés poser… Du coup, on a un traitement médiatique des jeunes qui ressemble d’assez près à celui des hommes politiques – une jeunesse qui fait peur, remet en cause le système, jamais une jeunesse qui débat, propose, agit. Les jeunes ne sont pas sérieux dans les médias.

“UNE JEUNESSE QUI S’INVESTIT ”

→ ANNE VAN LAETHEM
Université catholique de Louvain

La méfiance envers la jeunesse, un phénomène tout sauf nouveau !

Je ne suis pas trop étonnée par les résultats du sondage. L’image de la jeunesse est négative depuis si longtemps… On a trouvé sur les murs de Babylone une plainte gravée il y a plus de 5000 ans, et qui disait : « La jeunesse d’aujourd’hui n’égalera jamais celle d’autrefois ». Socrate, lui, affirme que « les jeunes d’aujourd’hui aiment le luxe, sont mal élevés, méprisent l’autorité, n’ont aucun respect pour l’autorité et bavardent au lieu de travailler… ».

Louvain, le contre-exemple

J’ai l’impression que si l’on interrogeait les Belges sur la même question, les résultats seraient sensiblement les mêmes. Mais pour ma part, étant donné mes fonctions à l’Université catholique de Louvain, j’ai évidemment une vision partielle de la réalité de la société. J’ai la chance de côtoyer des jeunes extraordinaires depuis plus de vingt ans. L’histoire de Louvain-la-Neuve est particulière, puisqu’il s’agit d’une ville nouvelle créée autour de l’université. Dès sa conception, l’énorme potentiel que représentaient les jeunes a été pris en compte. L’investissement du mouvement étudiant dans son ensemble a permis de constituer un tissu social dense et dynamique.
Cette situation fait que les jeunes occupent une place unique dans la ville. Certains s’investissent très tôt et très fortement dans l’espace public. Cela va à l’encontre, je pense, de l’image d’une jeunesse individualiste qui ne se soucie pas de l’intérêt général.

“AIDER TOUS LES JEUNES, MAIS PAS DE LA MÊME FAÇON ”

→ LOUIS MAURIN
Directeur de l’Observatoire des Inégalités

Relativiser les chiffres

En fait, comme le remarquait le sociologue Pierre Bourdieu, d’une certaine façon la jeunesse n’est qu’un mot… Certains commencent à travailler à 16 ans, et d’autres font des études longues. Sur une même tranche d’âge coexistent des univers et des modes de vie qui n’ont souvent rien à voir… Bien sûr, certains phénomènes sont communs à toute une génération, mais cela doit, à mon sens, nous inciter à la prudence quant à l’interprétation de ces chiffres.

Peu engagés, les jeunes ?

Pour les mêmes raisons qu’évoquées ci-dessus, j’aurais du mal à me prononcer sur ces représentations. La seule chose que je peux dire, c’est que les « nouveaux mouvements sociaux », souvent créés par des étudiants sont l’arbre qui cache la forêt. Mais dès qu’ils sont confrontés à une réforme qui les concerne directement, les jeunes peuvent se mobiliser très fortement – on l’a vu avec le CPE. Lors des émeutes de 2005, une jeunesse des cités avec les nerfs à vif est allé très loin – on a quand même décrété l’état d’urgence ! Mais ce n’est pas une nouveauté : en 1968, on a bien vu ce qu’une jeunesse déterminée pouvait provoquer alors que juste avant, on disait « la France s’ennuie »…
Mais cette faible implication de la jeunesse en dehors de temps forts, pose aussi la question de l’offre politique, syndicale, associative…Les organisations traditionnelles se sont, parfois pour de bonnes raisons, concentrées sur la défense des catégories déjà installées, et d’autant plus avec la crise. Mais la conséquence c’est que certaines luttes, comme celle des précaires, ont peu concerné les partis et les syndicats.
Je n’accepte pas le discours selon les jeunes sont égoïstes, pratiquent le chacun pour soi… Beaucoup de jeunes restent mobilisés dans des actions associatives, l’exemple de l’Afev le montre !

Autonomie et justice sociale

Je pensais que les sondés seraient plus nombreux à approuver l’aide des familles. A titre personnel, je pense que c’est une façon de reproduire les inégalités : pas facile quand on touche le Smic de payer un logement à ses enfants qui veulent faire des études. L’entraide familiale est très inégalitaire, sur un plan financier bien sur.
Notre système est aujourd’hui l’un des plus inégalitaires au monde, notamment via la système du système du quotient familial de l’impôt sur le revenu.
La question politique centrale, c’est de savoir si, en centrant l’aide sur les jeunes, il faudrait aider tous les jeunes de la même façon. Ma position est d’adopter le système le plus simple, à savoir accorder un minimum d’autonomie à tous les jeunes, sous conditions. D’abord, un minimum social : il n’y a aucune raison de considérer qu’on est majeur sur le plan civil à 18 ans, mais que sur le plan économique c’est à 25 ans (RSA). Mais ensuite, dans un système où les ressources sont quand même limitées, donner une aide importante à tous les jeunes, quelle que soit leur condition semble problématique : il y a quand même un moment où la situation familiale joue.

Où mettre les limites? Un certain nombre de jeunes issus de familles aisées ne peuvent ou ne veulent avoir recours à ce soutien. On pourrait résoudre cette difficulté en demandant simplement à ces jeunes de s’engager sur l’honneur à ne pas avoir recours à l’aide familiale en plus d’une aide qui serait du coup plus importante. Faisons confiance aux jeunes!

“UN VÉRITABLE BIZUTAGE SOCIAL ”

→ JULIEN BAYOU

Fondateur de Jeudi Noir et Génération Précaire

Trois quarts des Français soutiennent l'idée d'aides directes aux jeunes plutôt qu'à leurs parents... Qu'en pensez-vous ?
C'est une bonne surprise ! A « Génération précaire », nous dénonçons depuis plusieurs années le bizutage social imposé à la jeunesse, l'idée qu'il est normal que la transition vers l'âge adulte se fasse dans la douleur et les difficultés matérielles. C'est d'autant plus inacceptable que cette transition, qui se faisait auparavant vers 20/22 ans pour l'obtention d'un CDI, se fait de plus en plus tard, vers 28/30 ans, et dans des conditions toujours plus dégradées. Tout le monde trouve normal que les jeunes de 18 à 25 ans soient 50% plus pauvres que la moyenne nationale ! Dans les années 70/80, les retraités étaient dans la même situation de précarité, et la société considérait que c'était un problème national. Là, on considère qu'il faut que jeunesse se fasse...
Avec le système des stages, on touche le fond : on accepte que des gens passent plusieurs mois en entreprise sans être payés, sans être considérés, en leur disant que c'est comme ça qu'ils apprendront à s'intégrer dans le monde de l'entreprise...

Quelles mesures proposeriez-vous pour faciliter l'autonomie ?
La question des aides directes est cruciale. Quand nous avons participé aux travaux du Livre Vert de la Jeunesse l'an dernier, nous avions proposé par dérision de reporter la majorité à 25 ans : si à 18 ans vous obtenez le droit de vote, vous payez des impôts mais que vous n'avez pas droit au RMI ou au RSA, alors autant être cohérent et dire que l'on n'est pas assez sérieux pour voter avant 25 ans !
Si un jeune a 20 ans et qu'il travaille à temps partiel, il doit bénéficier du complément de revenus du RSA. S'il ne travaille pas, il doit pouvoir au moins toucher l'aide plancher. De façon générale, notre société a besoin d'une « révolution copernicienne » des mentalités, ne plus considérer que les jeunes sont oisifs par nature avant 25 ans. Certains responsables politiques – de droite comme de gauche – croient encore qu'une aide directe pour les jeunes les inciterait à arrêter les études.

Et sur l'idée d'aides directes ?
Personnellement, je serais en faveur d'une allocation mensuelle. En 2002, une commission parlementaire sur la jeunesse avait estimé à 15, 7 milliards d'euros toutes les aides destinées aux jeunes mais qui n'allaient pas forcément dans leur poche – quotient familial, réductions d'impôts. La commission estimait que cette somme permettrait de distribuer des aides conséquentes aux jeunes. La question politique c'est : est-on prêt à faire confiance aux jeunes ? Le sondage aurait tendance à aller dans cette direction.
Le problème est que personne aujourd'hui n'ose remettre en cause des associations familialistes. Les familles aisées bénéficient de gros avantages fiscaux via la demi part fiscale, alors que leurs enfants peuvent être en galère voie à la rue – j'en connais. Et les associations familialistes comme l'Unaf constituent un lobby puissant en faveur du statut quo.

“DES PRÉJUGÉS TRÈS FORTS AU SEIN DES ENTREPRISES ”

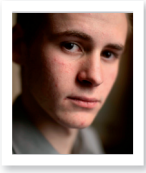
→ CHRISTELLE VAN HAM

Consultante auprès d'associations de jeunes

Un Français sur deux porte un regard négatif sur les jeunes. Vous avez une large expérience d'entreprenariat social, notamment à l'étranger. La situation des jeunes y est-elle différente ?
Les expériences que j'ai pu avoir dans plusieurs pays me font effectivement penser que la situation est très différente. En Inde, par exemple, les jeunes sont partout, on ne se pose même pas la question de leur faire confiance, de savoir quelle place leur trouver au travail... d'autant que ces jeunes ont souvent plus d'éducation que leurs aînés. On a envie, au contraire, qu'ils prennent les choses en main, qu'ils améliorent la situation dans le pays. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'existe pas un fossé, plutôt d'ordre culturel : les jeunes s'habillent à l'occidentale, s'émancipent des traditions... Pour prendre un pays plus proche de nous, les Etats-Unis, les parents ne savent souvent pas ce que leurs enfants font entre le matin où ils quittent la maison, et le soir quand ils rentrent... En France, au contraire, il y a l'idée que les parents doivent suivre très scrupuleusement le parcours de leur enfant notamment à l'école, car c'est optimiser leurs chances. C'est aussi parce que notre pays a une vision très scolaire de la réussite.

Votre travail consiste à aider des entrepreneurs sociaux à monter leur projet... Quelles réactions rencontrez-vous ?
J'ai l'impression de décrire en permanence un monde que les gens ne connaissent pas. Le monde que je côtoie au quotidien, c'est celui où les jeunes s'engagent dans la vie publique, montent des projets, cherchent du boulot, persévèrent malgré les discriminations quotidiennes... L'image du jeune attendant la fin du mois pour percevoir son chèque du RSA, je ne la comprends même pas ! Ceci dit, les obstacles sont sans doute plus nombreux dans notre pays qu'ailleurs. Ne serait-ce que les barrières psychologiques que les jeunes se mettent eux-mêmes, parce qu'ils ne se pensent pas capables d'entreprendre un projet...

Le regard sur les jeunes est-il meilleur dans le monde de l'entreprise ?
Au contraire, les préjugés sur les jeunes y restent forts, notamment sur les jeunes des quartiers. Des enquêtes nous disent que 75% des directeurs des ressources humaines ont peur de recruter des jeunes des quartiers, même s'ils ont le diplôme demandé ! Et ces DRH réticents sont les premiers à trouver extraordinaire ces jeunes quand ils les rencontrent, tellement ils sont surpris de leur personnalité, de leur parcours... Ce qui d'ailleurs ne veut pas dire qu'ils les embauchent, notamment dans certaines grandes entreprises. La situation est différente dans les PME où les jeunes ont souvent plus leur chance.



“AIDER DÈS 16 ANS ”

→ ANTOINE EVENNOU

Président du syndicat lycéen UNL

En tant que président d'un des principaux syndicats lycéens, sentez-vous une méfiance sur la capacité des jeunes à s'engager?
Le regard peut effectivement être assez condescendant. Certains de nos interlocuteurs gardent cette idée que les jeunes ne sont pas capables de s'organiser pour définir et défendre des intérêts communs, ou créer du lien avec les autres catégories de population.
Ceci dit, les choses ont beaucoup évolué depuis le CPE, dans les ministères ou chez les autres syndicats. Par exemple, la CGT qui, historiquement, discutait peu avec les organisations de jeunes, a depuis établi un dialogue avec les syndicats lycéens et étudiants.

Faut-il suivre les sondés quand ils soutiennent l'idée d'une aide directe aux jeunes majeurs?
Nous pensons qu'il faut élargir la réflexion à la tranche d'âge des 16-25 ans. C'est vrai que les 18-25 ans ont moins de droits que les autres catégories de la population majeure (RSA, stages) mais pour les 16-18 ans la situation est encore plus délicate - sans doute parce que ces jeunes n'ont même pas le droit de vote pour peser sur leur situation. C'est pour cela que nous défendons aussi le droit de vote dès l'âge de 16 ans.
Nous défendons l'idée d'un statut lycéen qui garantisse la réalité de la gratuité de l'éducation. Transport, cantine, fournitures, beaucoup de coûts s'ajoutent et font que la gratuité reste illusoire, et que les inégalités sont fortes entre élèves en fonction des revenus des familles. Il faut donc que l'aide vienne de l'Etat, avec une aide pour tous les jeunes mais un financement qui varie en fonction des revenus des familles. Nous privilégions l'idée d'une carte qui assure la gratuité des services de base - transport, cantine, livres, accès au musée - plutôt qu'une aide financière sur laquelle le jeune n'aurait pas forcément prise.

“UNE SOCIÉTÉ TOUJOURS PLUS CLIVÉE”

→ **PHILIPPE MEIRIEU**
Professeur en Sciences de l'éducation
Conseiller régional Rhône-Alpes (Europe-Ecologie)

L'influence de la société de consommation

Ce sondage témoigne d'une difficulté de communication entre les générations, ce qui est à la fois quelque chose de traditionnel dans l'histoire, mais semble aujourd'hui plus fort dans la mesure où toute notre société fonctionne sur un marketing de public ciblé, où les produits culturels comme les structures sociales ont tendance à se refermer sur des catégories. Au sein des jeunes même, des sous-catégories sont créées, selon le sexe, l'origine sociale etc. Toute cette segmentation de la population en parts de marché me paraît caractéristique d'une société du clivage qui ne fonctionne pas sur le lien, l'échange, le transgénérationnel.

Des jeunes irresponsables ?

Les chiffres qui montrent les jeunes comme peu réalistes ou responsables témoignent, je pense, d'un regard condescendant des adultes sur les jeunes, par rapport à un monde qu'ils ne comprennent pas. Les adultes doivent balayer devant leur porte : l'irresponsabilité des traders qui mettent en périls l'économie, des acteurs économiques qui gâchent le peu d'énergie qui nous reste, est suffisamment patente pour que les jeunes n'aient pas de leçons à recevoir!
Je suis aussi ennuyé par l'image des jeunes comme non engagés : d'une part, cela interroge les clichés portés par les médias, mais d'autre part cela montre que nous n'avons pas su trouver les formes sociales permettant à la jeunesse de s'engager. Je renverrais volontiers cette question aux adultes : avons-nous fait suffisamment pour que les jeunes se sentent accueillis dans des structures où ils peuvent prendre des responsabilités? On voit dans le monde associatif : au-delà des enjeux de pouvoir, le problème est que les modes de fonctionnement ne correspondent pas à ceux que veut la jeunesse.

La précarisation des jeunes

Notre société a un vrai problème de solidarité intergénérationnelle. Nous ne savons pas accueillir nos jeunes : dans le monde éducatif, notre société envoie les jeunes enseignants débutants dans les situations les plus difficiles, c'est très préoccupant. Pour moi qui ai vécu dans les « Trente Glorieuses », qui fais partie de ceux qui ont signé un CDI le jour où ils ont obtenu leur diplôme, la manière dont s'étire aujourd'hui le temps entre la fin des études et l'entrée dans une situation stable est quelque chose d'insupportable. Une société ne peut pas continuer à précariser sa jeunesse - une précarisation qui n'est aujourd'hui plus seulement professionnelle mais aussi psychique, affective. On ne peut pas demander à des jeunes de s'engager dans une société, d'y voter, d'y être citoyens, dès lors que cette société les contraint, par exemple, à aller mendier des stages.

Quelles aides pour les jeunes ?

Les aides directes font partie de cette sécurisation mais ne suffisent pas. L'entrée dans la vie sociale et professionnelle doit devenir l'un des objectifs majeurs de nos institutions, associations et entreprises. Je crois qu'il faudrait que tous ces acteurs créent une sorte d'accueil par répartition, de la même manière que l'on accompagne ceux qui ont terminé leur carrière professionnelle ou perdent leur emploi. Par exemple, créer une sorte de parcours exploratoire encadré pour les jeunes les plus éloignés de l'emploi, avec des stages dans divers secteurs, des formations, des possibilités d'emplois... Il faut sécuriser l'espace entre le dernier diplôme et le premier CDI.

Ainsi, on pourrait atteindre un point fondamental pour moi : élever le niveau d'aspiration des jeunes. On sait qu'un des gros problèmes des jeunes en difficulté, c'est qu'ils ont du mal à se représenter les parcours possibles. Progressivement, leur niveau d'aspiration diminue : ce sont ces jeunes filles qui à 10 ans veulent être médecin, à 14 ans infirmière, à 16 ans acceptent d'être aide-soignante et, à 18 ans, croient que leur seule solution c'est d'être femme de ménage. Tout ça parce qu'au lieu d'ouvrir les possibles, notre système d'éducation et de formation les rabat vers une forme de désespérance...

L'intégralité des entretiens à retrouver en ligne : www.jeunessesolidaire.org

“PAS FACILE DE VALORISER LES ACTIONS DES JEUNES”

→ **SYLVAIN MARTINI**
Coordinateur du centre Eclectic / Léo Lagrange de Nantes

Une méfiance durable envers les jeunes
Il est aujourd'hui difficile, en tant de professionnel de la jeunesse, de valoriser les actions des jeunes. C'est une méfiance institutionnelle et individuelle ancienne. Si on fait un peu d'histoire, à la fin du 19e siècle, dans les manchettes des journaux, les jeunes étaient appelés les « apaches », en référence aux Indiens supposés sauvages... Dans les années 50, c'était les « blousons noirs »... Et aujourd'hui, un ministre comme Nadine Morano parle des « casquettes » et des jeunes qui ne savent pas parler quand ils vont à un entretien d'embauche...

Le regard des responsables politiques
Au plan local, les clichés sur la jeunesse peuvent toucher les responsables politiques avec lesquels nous travaillons en tant que professionnels de la jeunesse. Dans certains territoires, le dialogue est faussé par les clichés, les peurs – toutes couleurs politiques confondues. Fort heureusement, sur la ville de Nantes, les élus avec lesquels nous travaillons maintenant n'ont pas ce regard stigmatisant ou dévié. Pour mieux toucher les responsables politiques, il nous semble important, au sein des structures Léo Lagrange, de ne plus opposer les jeunes de territoires sensibles aux jeunes des centres-villes, les jeunes de zones rurales aux jeunes des zones urbaines... Aujourd'hui, ce que l'on constate, c'est que les problématiques liées à l'intégration dans la société sont les mêmes pour tous les jeunes, qu'il s'agisse du logement, de l'accès à l'emploi ou de la prise de responsabilités publiques. Cela vaut d'ailleurs aussi pour le secteur associatif : combien de responsables associatifs de 60 ou 70 ans s'accrochent à leur place tout en affirmant qu'il faut laisser la place aux plus jeunes...

Une jeunesse peu engagée?
Les formes d'engagement ont évolué : c'est aussi notre travail, sur le terrain, de repérer ces nouveaux modes d'action qui peuvent être des leviers pour que les jeunes s'investissent plus dans la vie publique. Ces nouvelles formes d'engagement sont aussi à l'image de la société d'aujourd'hui : on ne peut pas ignorer sur le fait qu'on est dans une société de consommation qui, depuis les années 60, vise particulièrement la cible commerciale de la jeunesse... Maintenant, il me semble aussi qu'on exagère de manque d'investissement des jeunes. Combien de personnes « adultes » s'investissent réellement au service de la collectivité, montent des projets, s'engagent ? Ce que je constate au quotidien au contact des jeunes, c'est que l'envie d'action est toujours là, que les projets foisonnent. Alors bien sûr, ce ne sont peut-être pas tous les jeunes, mais ceux qui s'engagent ont toujours autant d'énergie, et ils sont à mon sens bien plus ouverts à la critique que leurs aînés.
Il faut aussi réfléchir, je crois aux formes d'engagement collectif que l'on propose depuis la création des grands mouvements d'éducation populaire dans les années 30. Il y a quarante ans par exemple, le problème de l'emploi des jeunes ne se posait pas, les parcours étaient beaucoup plus balisés entre la sortie des études, le premier emploi et la fondation de son foyer... Aujourd'hui, les trajectoires sont plus complexes, d'où des engagements solidaires différents, en dents de scie, mais encore bien réels.

Les principales retombées médiatiques

LIBÉRATION - *8 avril 2010*
« Jeunes, engagez-vous ! »
Un article de Véronique Soulé
Avec les témoignages de deux bénévoles de l'Afev

Extraits de l'article :
« Dans une société vieillissante comme la France, les jeunes sont mal vus. On les trouve individualistes, bien trop matérialistes, peu respectueux des valeurs, pas courageaux au travail, attendant que tout leur tombe du ciel… L'enquête publié par l'Afev le montre encore une fois : près d'un Français sur deux ont une image négative des jeunes (49%, contre 51% qui portent sur eux un regard positif). Pourtant, il existe une autre facette de cette jeunesse décrite comme démobilisée, ultraconsommatrice, repliée sur elle-même avec ses codes toujours plus opaques : l'engagemenet solidaire, ou le volontariat. (…) Preuve que l'image renvoyée est injuste, même caricaturale à bien des égards (…) Selon la sociologue Cécile Van De Velde, la sévérité du jugement s'explique en partie par la crise. »

Témoignage de Mélisa, 20 ans, bénévole à l'Afev :
« Avec Maya, 12 ans, en sixième, nous nous entendons très bien. Je vais chez elle chaque jeudi, dans le quartier Las Planas, dans le nord de Nice. Normalement, cela dure deux heures, mais souvent c'est plus. Je ne vois pas le temps passer. Je l'aide dans son travail scolaire quand elle me le demande. Nous discutons. (…) Avec Maya, j'apprends. »

28 VOUS LIBÉRATION VENDREDI 9 AVRIL 2010

ALTRUISME Selon une enquête, 49% des Français ont une mauvaise image des moins de 25 ans. Rencontre avec trois bénévoles qui font mentir les préjugés.

Jeunes, engagez-vous !

Par VÉRONIQUE SOULÉ

Dans une société vieillissante comme en France, les jeunes sont mal vus. On les trouve individualistes, bien trop matérialistes, peu respectueux des valeurs, pas courageux au travail, attendant que tout leur tombe du ciel… L'enquête (1) menée pour la troisième année consécutive par l'Afev (Association de la fondation étudiante pour la ville), dont les résultats viennent d'être révélés, le montre encore une fois : près de la moitié des Français ont une mauvaise image des jeunes (49%, contre 51% qui portent sur eux un regard positif).
Pourtant, il existe une autre facette de cette jeunesse décrite comme démobilisée, ultraconsommatrice, repliée sur elle-même avec ses codes toujours plus opaques : l'engagement solidaire, ou le volontariat. Les multiples associations qui existent en France, pour aider les élèves défavorisés ou les personnes âgées, ne se plaignent pas. Elles trouvent des bénévoles. Preuve que l'image renvoyée est injuste, même caricaturale à bien des égards. Selon la sociologue Cécile Van de Velde, la sévérité du jugement s'explique en partie par la crise. *«Les jeunes font d'autant plus peur quand le changement social semble menaçant*, explique-t-elle. *Ils deviennent une "classe dangereuse"*. »
Alors que leurs aînés se montrent indulgents, les Français d'âge moyen sont plus hostiles : ils craindraient la concurrence de leurs cadets sur les emplois. Les reportages télé renvoient encore trop souvent des images de bandes en capuche, errant dans les centres commerciaux pour tuer le temps. Il faut dire que les jeunes, surtout non-diplômés, sont les premiers touchés par le chômage. Mais la crise et la galère ne résument pas toute une génération. Aujourd'hui comme hier, il y a ceux qui veulent s'engager, curieux de mondes qu'ils ignorent, soucieux de servir les autres, ou tout simplement désireux de faire une pause après leurs études et de réfléchir à quelle direction prendre.

De 10 000 jeunes en service civique cette année, Martin Hirsch prévoit d'arriver à 75 000 en 2014, soit 10% d'une classe d'âge.

C'est en tout cas le pari fait par Martin Hirsch. Le 10 mars, alors qu'il était encore haut commissaire aux Solidarités actives et à la Jeunesse, il a fait voter par le Parlement une loi créant un service civique. Tous les jeunes de 16 à 25 ans peuvent l'accomplir, puis le faire valoir dans leur cursus. Le volontaire reçoit 440 euros net par mois, plus des avantages en nature d'environ 100 euros, pour un gros mi-temps qu'il réalise dans une association, une ONG ou une collectivité locale, en France et plus rarement à l'étranger. Un premier groupe de 11 volontaires est parti le 24 mars en Haïti (lire ci-dessous). L'ancien haut commissaire, qui agaçait tant la droite avec ses coûteuses mesures sociales, a vu loin. De 10 000 jeunes en service civique cette année, il prévoit d'arriver à 75 000 en 2014, soit 10% d'une classe d'âge. Il assure avoir obtenu *«l'engagement de l'Etat à augmenter ses crédits jusqu'à 500 millions d'euros en 2014»*. Désormais à la tête d'une toute nouvelle Agence du service civique, il sera là pour y veiller.

(1) Étude réalisée par Audirep du 6 au 14 février 2010 par Internet, auprès d'un échantillon de 1000 individus représentatifs de la population française.

STOP AUX CLICHÉS
Glandeur, superficiel, égoïste, accro aux technologies, sectaire… le jeune n'a pas bonne presse. Pour faire évoluer l'image des ados dans les médias, l'Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes (Anacej) a lancé en 2008 le prix *Stop aux clichés*. Un jury de jeunes récompense les reportages qui *«donnent la parole aux jeunes sans verser dans l'amalgame»*. L'édition 2010 est parrainée par Jérémie Drieu, primé en 2009 pour *Jeunesse sans adresse*, un documentaire sur les SDF de moins de 25 ans. Le prix se décline en quatre catégories : télé, radio, presse écrite et presse en ligne.
L. G.
Stopauxcliches.fr

Mélissa (à gauche) et Julie (à droite). PHOTOS SÉBASTIEN NORMAND
Au centre, Love. PHOTO VINCENT NGUYEN. RIVA-PRESS

MÉLISSA 20 ANS, TUTRICE BÉNÉVOLE D'UNE COLLÉGIENNE :

«J'ai toujours voulu aider»

«Comme je me suis inscrite au début de l'année à l'Afev (Association de la fondation étudiante pour la ville), j'ai pu choisir l'élève que j'allais suivre. Avec Maya, 12 ans, en sixième, nous nous entendons très bien. Je vais chaque jeudi chez elle, dans le quartier Las Planas, dans le nord de Nice. Normalement, cela dure deux heures mais souvent c'est plus. Je ne vois pas le temps passer. Je l'aide dans son travail scolaire quand elle me le demande. Nous discutons. L'autre jour, nous sommes allées voir *Avatar* et nous en avons parlé. J'aimerais aussi l'emmener au musée. Avec Maya, j'apprends. Je croyais être un peu comme elle. J'ai aussi des parents qui n'ont pas fait de longues études et qui m'ont un peu délaissée. Mais j'avais un grand frère et une grande sœur pour m'aider à l'école. Elle, c'est différent. Sa mère parle mal français, son père travaille en Algérie et sa grande sœur la repousse plutôt. Elle a beaucoup de difficultés en français, elle écrit phonétiquement. Mais elle a déjà fait des progrès. J'ai toujours aimé rendre service, m'investir avec des jeunes. J'en ai toujours côtoyés dans le magasin de deux-roues de mes parents. Dans mon immeuble, j'aidais les enfants de la voisine, sans être payée. Au départ, je voulais être assistante sociale. Ma mère m'a prévenue : je vais voir toute la misère du monde et en rentrant, il faudra que j'oublie tout. Je ne suis pas sûre d'y arriver. En première année de droit, je pense maintenant à être avocate dans le social.»

Recueilli par V. S.

LOVE 24 ANS, VOLONTAIRE EN HAÏTI :

«J'ai plein d'idées»

«J'ai appris le tremblement de terre en Haïti le 12 janvier à la radio au Ghana. J'y faisais mon stage de fin d'études de six mois pour mon master de droit public, spécialité gestion humanitaire. Il n'y avait pas la télé avec les images très émotionnelles. Je l'ai ressenti encore plus profondément. J'ai eu envie de faire quelque chose. A mon retour en France, dès que j'ai entendu parler de la possibilité de faire le nouveau service civique en Haïti, je me suis portée candidate. Et j'ai été retenue. J'ai déjà une expérience dans l'humanitaire. J'ai notamment été bénévole à Action contre la faim, j'ai aussi travaillé avec des mineurs étrangers.
«A la veille de partir, je ne vais pas vous dire que je n'ai pas peur. On ne connaît pas là-bas, et tout y est désorganisé. Mais nous partons très encadrés. Et nous avons eu une formation d'une semaine. Près de Port-au-Prince, le matin, nous allons donner des cours à des élèves de primaire dans une tente aménagée en salle de classe. L'après-midi nous allons organiser des activités. J'ai déjà plein d'idées. J'ai toujours voulu aider, me rendre utile, quelle que soit la tâche. Je ne cherche pas quelque chose de particulier. Mais chaque fois, cela m'apporte beaucoup. C'est sûr : je voudrais travailler dans l'humanitaire. Je ne peux pas dire que c'est de famille. Mon père est mécanicien. D'origine ghanéenne, nous sommes de Bourgogne. Mes parents, qui habitent Dijon, me soutiennent à 100%. Mais ils veulent avoir des nouvelles régulières.»

Recueilli par V. S.

JULIE 19 ANS, ACCOMPAGNE UNE LYCÉENNE PRO :

«Je sais redonner confiance»

«Je suis en première année de psychologie à l'université Saint-Jean-Angély de Nice. Lorsque j'ai appris qu'au second semestre, on pouvait faire de l'«accompagnement éducatif solidaire» avec l'Afev dans le cadre d'une UEL (unité d'enseignement libre), j'ai sauté sur l'occasion. J'avais déjà pensé au bénévolat mais je ne savais pas comment m'y prendre. Pour moi, plus que de valider une option, il s'agit d'un engagement personnel. Je vais le samedi chez Myriam, 16 ans, en première année de CAP ventes spécialisées. Elle vit seule avec sa mère dans le quartier Bon-Voyage. C'est le proviseur de son lycée qui a contacté l'Afev car elle était très absentéiste. L'Afev mène une expérimentation pour lutter contre le décrochage scolaire. Et j'interviens dans ce cadre-là. Myriam estime que si elle sèche, c'est surtout parce qu'elle a des problèmes psychologiques. Alors nous parlons beaucoup. C'est très convivial. Je suis reçue dans le salon, avec un café. Souvent sa mère parle un peu avec nous. Je voudrais emmener Myriam visiter l'université pour lui montrer que toutes les portes ne lui sont pas fermées, qu'elle peut avoir des projets. Il faut lui redonner confiance, lui apprendre aussi l'autonomie. Je comprends les gens qui sont dans une mauvaise situation, je suis passée par là. Je ne supporte pas de voir les gens souffrir en silence. On ne change pas le monde. Mais on aide quelqu'un à aller mieux et c'est du bonheur. Plus tard je voudrais être psychologue, ça m'habitue en un sens.»

Recueilli par V. S.

RTL - *Emission du 31 mars 2010 "Les auditeurs ont la parole"*
Une heure de direct sur le sondage « Les Français et les jeunes »

- Diffusion de deux reportages d'Armelle Lévy
- Interview en direct d'Elise Renaudin, déléguée nationale de l'AFEV, et dialogue avec les auditeurs animé par Elisabeth Martichoux et Jérôme Godefroy

Retrouvez tous les reportages et le direct avec les auditeurs :
http://www.rtl.fr/fiche/5937507154/un-francais-sur-deux-porte-un-regard-negatif-sur-les-jeunes.html

Le reportage d'Armelle Lévy :
« Six Français sur dix reprochent aux jeunes de ne pas être assez lucides. Les plus de 35 ans sont les plus sévères, reflétant une concurrence entre les générations sur le marché de l'emploi. Cette enquête montre aussi un certain malaise de la société vis-à-vis de l'avenir, notamment par rapport à l'accès à l'emploi. »

Quelques réactions d'auditeurs :
Jean-François, 23 ans.
« Ce sont les jeunes qui vont construire la société de demain. En tant que jeune élu dans ma mairie, je vois des jeunes prêts à aider. Même si c'est vrai qu'aujourd'hui, ce sont surtout les associations qui bénéficient d'un vivier de jeunes qui s'engagent. »

Daniel, 63 ans.
« Les jeunes sont l'avenir d'un pays, ceux qui les critiques ne se rendent pas compte des difficultés que, quand ils avaient 20 ans, il y avait du travail pour tout le monde. »

LE FIGARO - *1er avril 2010*
« Un Français sur deux a un regard négaif sur les 15- 25 ans »

Extraits de l'article de Delphine de Mallevoüe

« Les jeunes, boulets de l'ancienne génération ou simple projection de son angoisse pour leur avenir? De tout temps, mais aussi avec la «fracture générationnelle» qui s'accentue depuis une cinquantaine d'années, la diabolisation des nouvelles générations est un leitmotiv, presque une tradition. Au fond, il apparaît que les aînés conservent un regard tendre sur la jeunesse et continuent malgré tout à croire en eux, comme le révèle paradoxalement le sondage. En effet, 76% pensent que les jeunes sont un atout pour la société et 72% reconnaissent qu'ils sont plutôt créatifs et inventifs. Convaincus à 65% qu'ils ont une forte capacité d'adaptation, ils pensent très majoritairement (83%) que la relation avec eux est enrichissante. (...)

Intimement lié, le manque d'autonomie des jeunes renvoie à leur sédentarisation, de plus en plus forte. Les jeunes adultes, dont 50% vivent encore au domicile familial à 23 ans, bénéficient non seulement de leur toit de plus en plus longtemps mais aussi de leur soutien financier qui, bien souvent, se poursuit même au-delà. Une dépendance condamnée par l'opinion qui pense à 73 % que l'accès à l'autonomie serait favorisé si les aides publiques accordées aux familles, notamment les allocations familiales, étaient directement attribuées aux jeunes quand ils deviennent majeurs. »

La version électronique de cet article a suscité près de 300 commentaires en deux jours.

LES INROCKS.COM - *31 mars 2010*
« Les Français n'aiment pas les jeunes »

« La moitié des sondés ne kiffe pas le jeune. Pourquoi tant de haine ?

- Option numéro 1 : le jeune est un parasite sans intérêt, égoïste et boutonneux. Il se vautre dans les chips, a la voix qui mue jusqu'à 21 ans, répond par monosyllabes, veut devenir rock star. Nous n'osons envisager cette solution, étant nous-mêmes jeunes, beaux et sympas.

- Option numéro 2 : les sondés sont des vieux cons. Pas tous quand même, c'est statistiquement impossible. »

LA VOIX DU NORD - *05 avril 2010*
« Une jeunesse trop mal aimée »
Extraits de l'article de Bruno Vouters

« Selon un sondage de l'Observatoire de la jeunesse solidaire, près d'un Français sur deux (49 % des mille personnes interrogées) exprime un avis très négatif ou plutôt négatif sur les jeunes « dans leurs comportements ou leurs actions dans la société ». Triste score !

Dans la même enquête, près de six Français sur dix estiment ne pas avoir de « valeurs communes » avec la génération montante... Renversant résultat : dans une société française passablement obnubilée par la juvénilité (la mode, les loisirs, la peur des rides, le look, le besoin de sport...), on considère la jeunesse comme une classe dangereuse ou concurrente.

D'accord, les effets de la crise, le climat d'incertitude et les actes de violence accentuent cette perception négative. Bien sûr, elle ne date pas d'hier : depuis toujours, on oublie vite qu'on a été jeune. Mais quelle injustice ! »

L'EXPRESS - *03 avril 2010*
« Les Français se méfient des jeunes générations »
Extraits de l'article d'Emilie Weynants

« 49% des Français ont «une image négative» des jeunes. C'est le résultat de l'enquête de l'Observatoire de la jeunesse solidaire sur «les jeunes et les Français» en 2010.

L'année précédente, ce taux avait atteint 51%. Ca se confirme: il existe une fracture générationnelle dans la société française.
51%, c'est un chiffre «frappant» pour Cécile van de Velde, chercheuse en sociologie comparée de la jeunesse, des âges et des générations en Europe et marraine de l'Observatoire de la jeunesse solidaire 2010: "la perception de la jeunesse est toujours plus négative en cas de crise: les jeunes font d'autant plus peur quand le changement social semble menaçant". »

Et aussi : un article dans "le Monde des Ados", une reprise sur de nombreux blogs jeunesse et solidarité, un dossier spécial dans "Volontaires", le journal de l'Afev (à retrouver sur www.afev.org)

Poursuivre le débat avec l'Afev

→ **ELISE RENAUDIN**

Déléguée nationale aux actions citoyennes et solidaires à l'Afev

Les Français seraient-ils fâchés avec leur jeunesse ? C'est ce que montre l'enquête publiée par l'Afev et Audirep, selon lequel, pour la deuxième année consécutive, la moitié des sondés déclare avoir une image négative de la jeunesse. Nous avions décidé de lancer ce sondage car il nous semblait qu'il existait un profond décalage entre notre ressenti du vécu au quotidien des jeunes, de leur volonté d'engagement et de leur capacité d'initiative, et les représentations souvent caricaturales des jeunes relayées par les médias.
Nous entendons souvent que les jeunes ne s'engagent plus et qu'ils sont individualistes. Nous pensons au contraire que ce sont les espaces d'engagement qui n'ont pas su s'adapter aux jeunes et que solidarité et individualisation des parcours ne sont pas des notions contradictoires.

Le seul constat d'une société en défiance vis-à-vis de sa jeunesse ne pouvait nous satisfaire. Cette deuxième étude montre combien ce regard est ambivalent : une nette majorité des Français pensent que les jeunes sont inventifs et créatifs et qu'ils s'adaptent facilement et 76% pense que les jeunes sont un atout pour la société, mais ils sont 6 sur 10 à penser qu'ils ne sont pas responsables dans leur comportement et qu'ils ne se prennent pas en main. Dans le même temps, plus de 7 Français sur 10 estiment que les aides publiques en soutien aux jeunes devraient leur être attribuées directement, plutôt qu'à leurs familles. Dans cette tension entre défiance et croyance au potentiel des jeunes se dessine une réelle demande d'une responsabilisation et d'une autonomie plus fortes.

Les Français seraient-ils plus en avance que les décideurs politiques, qui craignent de créer une jeunesse assistée en refusant d'étendre le RSA aux moins de 25 ans et qui, à travers la demi-part fiscale, font le choix de soutenir les familles, de surcroît les plus favorisées, plutôt que les jeunes majeurs ?
Sans ouvrir ici le débat sur l'attribution d'une allocation universelle d'autonomie, défendue plus haut par Cécile Van De Velde, ces chiffres nous confortent dans l'idée que l'autonomie est l'une des clefs de résolution de la défiance de notre pays vis-à-vis de sa jeunesse, et que l'engagement des jeunes dans des actions qui améliorent la cohésion sociale et l'intérêt général, est l'un des chemins qui mènent à l'autonomie.

Au travers de cet engagement, les jeunes font l'apprentissage de l'altérité, découvrent les réalités sociales et culturelles de nos villes, développent de nouvelles ressources pour accompagner l'enfant en difficulté, le jeune en apprentissage, la personne isolée. Autant de compétences que l'on pourrait qualifier de « transversales », qui participeront à la construction de l'adulte autonome et citoyen. C'est d'autant plus vrai dans notre pays où les parcours d'études et de vie demeurent très linéaires, où la marge d'expérimentation est faible.
L'autonomie, c'est aussi l'obtention d'un diplôme. Dans cette société méritocratique à l'excès, un échec scolaire coûte bien plus cher qu'ailleurs, tant le diplôme est un déterminant social fort. Rappelons qu'aujourd'hui 150 000 jeunes sortent chaque année du système scolaire sans diplôme. Ce sont eux qui subissent de plein fouet les conséquences de la crise, avec un taux de chômage qui touche plus de 40% des hommes de 15 à 24 ans dans les quartiers populaires.

Au lieu de continuer à financer les niches des exonérations fiscales du soutien scolaire, qui bénéficient essentiellement aux ménages aisés, l'Etat s'enorgueillerait à faire le choix d'un renforcement des politiques d'accompagnement, par la mise en place d'un fonds d'urgence pour l'éducation dans les quartiers, en y réaffectant les 300 millions d'euros concernés.

Un projet initié par l'Afev avec le soutien de l'Audirep

L'Afev **www.afev.org**

Avec ses 7500 bénévoles en France, l'Afev est le premier réseau étudiant d'actions solidaires. Son action consiste essentiellement dans l'accompagnement individualisé d'enfants ou de jeunes des quartiers populaires en difficulté. L'an dernier, ce sont ainsi près de 10 000 enfants et jeunes qui ont été accompagnés. L'Afev est aussi à l'initiative de la Journée du refus de l'échec scolaire et des Fêtes des solidarités locales.

Audirep **www.audirep.fr**

Présent depuis 1995 sur le secteur des études de marché pour de nombreux groupes internationaux, Audirep a développé au fil des années une expertise en matière d'études d'opinion. Associé à l'Afev depuis la première enquête sur le regard des Français sur la jeunesse, Audirep a cette année encore assuré la validation technique et scientifique du questionnaire posé au panel représentatif de 1000 Français.

Merci aux structures qui nous ont aidé dans la conception de l'enquête :

L'Injep **www.injep.fr**

Centre d'étude sur les pratiques et les attentes des jeunes et centre de ressources pour les acteurs des politiques de jeunesse, l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire accompagne l'Afev dans son action depuis de nombreuses années.

L'Anacej **www.anacej.asso.fr**

Créée pour promouvoir la participation des enfants et des jeunes à la décision publique et pour accompagner les collectivités locales dans la mise en place d'instances de participation, l'Anacej est présente dans 450 villes, départements et régions en France.

Contacter l'Afev
26 bis rue de Chateau Landon – 75010 Paris
Tél : 01 40 36 01 01 – Mail : pole.national@afev.org